

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

ÉTUDE  
DES  
**RESPONSABILITÉS**  
EN MATIÈRE DE TRANSFERTS DE TITRES NOMINATIFS

---

THÈSE  
POUR LE DOCTORAT

L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu  
le jeudi 19 mars 1908, à 2 heures 1/2

PAR

**Henry DHOUTAUT**

*Président :* M. PIÉDELIÈVRE, professeur.  
*Suffragants :* { MM. TISSIER, professeur.  
WAHL, agrégé.

PARIS  
MARCHAL ET BILLARD

IMPRIMEURS-ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

27, place Dauphine, 27

---

1908







THÈSE  
POUR LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41551801\\_0062](https://archive.org/details/IA41551801_0062)

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

---

ÉTUDE  
DES  
RESPONSABILITÉS

EN MATIÈRE DE TRANSFERTS DE TITRES NOMINATIFS

---

THÈSE  
POUR LE DOCTORAT

L'acte public sur les matières ci-après sera soutenu  
le jeudi 19 mars 1908, à 2 heures 1/2

PAR

Henry DHOUTAUT

*Président :* M. PIÉDELIEVRE, professeur.  
*Suffragants :* { MM. TISSIER, professeur.  
WAHL, agrégé.

PARIS

MARCHAL ET BILLARD

IMPRIMEURS-ÉDITEURS, LIBRAIRES DE LA COUR DE CASSATION

27, place Dauphine, 27

---

1908



*La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.*

## BIBLIOGRAPHIE

---

AMIAUD. — Dissertation (*Revue du notariat et de l'enregistrement*, 1878, n° 5625).

BERTHAUT et AMIAUD. — *Manuel formulaire des certificats de propriété*.

BÉZARD-FALGAS. — *Traité théorique et pratique du contentieux des transferts*.

BOISTEL. — *Cours de droit commercial*.

DE BRAY. — *Traité de la dette publique*.

BUCHÈRE. — *Traité des opérations de Bourse*.

BUCHÈRE. — *Traité des valeurs mobilières*.

*Bulletin des arrêts de la Cour de cassation*.

CAUCHETIER. — *Des titres de Bourse nominatifs*, thèse, Paris, 1883.

CLERC (Édouard). — *Formulaire du notariat*.

CORNÉE. — *Du transfert des titres nominatifs*, thèse, Lille, 1902.

CRÉPON. — *Négociation des effets publics et autres*.

DALLOZ. — *Recueil de jurisprudence, de législation et de doctrine*.

DALLOZ. — *Répertoire de législation, de doctrine et de jurisprudence*.

DEBRAY. — *De la clause à ordre*, thèse, Paris, 1892.

DEFRÉNOIS. — *Répertoire général du notariat*.

*Le Droit ; Journal des tribunaux*.

DUVERT. — *Traité du contentieux des transferts*.

GUÉNÉE. — Note sous arrêt.

*Journal du Palais*.

*Journal des sociétés*.

*Journal des valeurs mobilières*.

JULLIOT. — *Essai d'une théorie nouvelle sur le titre nominatif et le transfert* (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1904).

JULLIOT. — *Des règles du contrat de mariage dans leur applica-*

*tion aux transferts et conversions des titres nominatifs*, thèse, Paris, 1899.

LÉVY-ULLMANN. — *Essai sur les titres nominatifs (Annales de droit commercial, 1897)*.

LYON-CAEN. — *Note sous arrêt*.

LYON-CAEN et RENAULT. — *Précis de droit commercial*.

LYON-CAEN et RENAULT. — *Traité de droit commercial*.

MINARD. — *Du titre nominatif, nature et fonctionnement*, thèse, Paris, 1897.

MOLLOT. — *Des bourses de commerce*.

PLANIOL. — *Traité élémentaire de droit civil*.

ROBERT. — *De l'emploi et du remploi sous le régime dotal*, thèse, Paris, 1896.

SIREY. — *Recueil général des lois et arrêts*.

THALLER. — *Traité de droit commercial* 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> éditions.

WAHL. — *Notes sous arrêts*.

WAHL. — *Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers*.

---

## INTRODUCTION

---

Peu développées au début du siècle dernier, les valeurs mobilières sont actuellement, sans contredit, un des facteurs les plus importants de la richesse publique. On les rencontre partout, aussi bien chez le propriétaire que chez le capitaliste, et bien rares aujourd'hui sont les fortunes dont la propriété foncière est l'unique élément. Aussi l'étude des problèmes juridiques qu'elles soulèvent offre-t-elle un intérêt considérable.

Les valeurs mobilières, qu'on appelle souvent aussi des *titres*, et nous verrons plus loin ce que l'on entend par là, peuvent revêtir plusieurs formes : elles sont à ordre, au porteur, nominatives ou mixtes. C'est des titres nominatifs seuls que nous nous occuperons au cours de cette étude, et encore à un point de vue tout spécial, celui des responsabilités que fait naître leur transfert. Les titres nominatifs, en effet, quoique meubles incorporels, sont soumis, quant à leur transfert, à des règles bien différentes de celles organisées par le droit commun pour les transports

de créances. Ces règles varient suivant qu'il s'agit de rentes sur l'Etat ou d'autres valeurs : le transfert des premières est réglementé par un certain nombre de lois, décrets et arrêtés, sur lesquels nous aurons à revenir ; pour les autres, au contraire, il n'y a pour ainsi dire pas de texte : nulle part il n'en est question dans le Code civil, rédigé sans doute sous l'influence de la maxime courante alors : *Res mobilis, res vilis* ; le Code de commerce lui-même ne leur consacre que deux articles (art. 36 et 91), sur l'interprétation desquels, d'ailleurs, l'accord est loin d'être parfait. Aussi, la jurisprudence, sur ce point, a-t-elle fait son œuvre, et, suppléant le législateur, a-t-elle posé des règles et des principes devant lesquels il est nécessaire de s'incliner. C'est ainsi qu'elle admet en principe la responsabilité des établissements débiteurs qui ont opéré un transfert, et c'est pourquoi ceux-ci, soucieux de leurs intérêts, exigent des justifications nombreuses qui rendent les transferts de plus en plus difficiles.

Rechercher quel est le fondement de cette responsabilité, quelles personnes elle frappe, dans quelle mesure elle les atteint, tel sera le but de cette étude.

---

## CHAPITRE PREMIER

### GÉNÉRALITÉS SUR LES TRANSFERTS. — DÉFINITIONS

---

Avant d'aborder l'étude que nous avons entreprise, nous croyons utile de donner quelques notions générales sur les valeurs mobilières et les transferts, et de fixer notre terminologie.

*Valeurs mobilières.* — Dans un sens large, on appelle valeurs mobilières des titres ou papiers représentant un capital, une somme d'argent que l'on peut recevoir en échange <sup>(1)</sup>.

Dans un sens plus restreint, que nous adopterons au cours de cette étude, on appelle valeurs mobilières les titres inscrits ou susceptibles d'être inscrits à la cote officielle de la Bourse, ceux qui se négocient ou sont susceptibles de se négocier en banque, c'est-à-dire les rentes sur l'Etat, les actions et obligations

(1) Buchère, *Traité des valeurs mobilières*, p. 1.

des sociétés, les obligations des villes, départements, etc.

*Titres nominatifs, au porteur, mixtes, à ordre, récépissés ou certificats de dépôt.* — Les titres ou valeurs mobilières peuvent revêtir plusieurs formes : généralement ils sont au porteur ou nominatifs ; quelquefois ils sont à ordre, c'est-à-dire transmissibles par la voie de l'endossement ; ils offrent alors à la fois plus de commodité que les titres nominatifs, pour la transmission desquels les formalités du transfert sont nécessaires, et plus de sécurité que les titres au porteur, à raison du faux que doit nécessairement commettre celui qui veut s'en attribuer indûment la propriété.

Malgré ses avantages, le titre à ordre est peu répandu, et on ne connaît guère, en pratique, que le titre nominatif et le titre au porteur.

Un titre est au porteur quand il ne contient pas le nom du rentier, de l'actionnaire ou de l'obligataire, de telle sorte que toute personne qui l'a entre les mains, qui en est *porteur*, doit être considérée par l'État, la Société, ou tout autre débiteur, département, ville, comme rentier, actionnaire ou obligataire <sup>(1)</sup>.

Un titre est au contraire nominatif quand le nom du titulaire est mentionné sur le Grand-Livre de la Dette

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. II, n° 598.

publique ou sur les registres des Sociétés ou de tous autres emprunteurs, de telle sorte que celui dont le nom est inscrit au Grand-Livre ou sur ces registres est seul considéré comme rentier, actionnaire ou obligataire <sup>(1)</sup>.

Et remarquons que, pour qu'il y ait titre nominatif, il n'est pas nécessaire qu'un titre soit remis au titulaire, il faut et il suffit qu'il y ait un registre d'inscriptions, et que la propriété du titulaire résulte de l'inscription faite sur le registre, comme il arrive pour certaines Sociétés (Société des mines d'Anzin). Mais ces cas sont très rares, et il est presque toujours remis un titre, dont la forme varie avec chaque Société; on peut cependant, à ce point de vue, ranger les diverses Sociétés en deux catégories : les unes délivrent des titres nominatifs proprement dits, les autres des certificats nominatifs d'inscription; mais ce n'est là qu'une question de forme, et malgré l'avis contraire de quelques auteurs <sup>(2)</sup>, les certificats nominatifs d'inscription doivent être considérés comme de véritables titres nominatifs <sup>(3)</sup>. Il n'en est pas de même des certificats ou

(1) Lyon-Caen et Renault, *op. et loc. cit.*

(2) Buchère, *Journal des valeurs mobilières*, 1882, p. 4; Lévy-Ullmann, *Essai sur les titres nominatifs : Annales de droit commercial*, 1897, p. 50 et suiv., 130 et suiv.

(3) Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, n° 947 bis; Minard, *Du titre nominatif*, thèse, Paris, 1897, nos 124 et suiv.; Bézard-Falgas, *Traité théorique et pratique du contentieux des transferts*, 1905, nos 9 et 10.

récépissés de dépôt qui ne font que constater la remise, à l'établissement émetteur ou à tout autre, de titres au porteur ; cette opération est un véritable contrat de dépôt dont les avantages sont appréciables : on évite ainsi notamment les dangers résultant de la perte ou du vol ; mais les certificats ou récépissés de dépôt ne constituent qu'un moyen de preuve du contrat de dépôt, et ne sont pas des titres nominatifs, de sorte que les titres ainsi déposés conservent leur caractère de titres au porteur <sup>(1)</sup>.

La distinction entre le titre nominatif et le titre au porteur offre peu d'intérêt au point de vue du mode de paiement des arrérages, intérêts ou dividendes. Généralement, pour ces deux sortes de titres, le paiement en est fait au porteur, sans autre formalité <sup>(2)</sup>. Toutefois, les titres au porteur sont munis de petits bons appelés coupons, qui se détachent du titre, et moyennant la remise desquels le paiement est effectué ; au contraire, il est nécessaire de produire le titre nominatif sur lequel l'État ou la Société appose un timbre constatant le paiement.

(1) Cf. Minard, *op. cit.*, nos 121 et suiv. ; Bezard-Falgas, *op. et loc. cit.*

(2) Certains établissements, notamment la Banque de France, exigent cependant que le tiers porteur soit muni d'un pouvoir. D'autre part, l'État et la plupart des établissements débiteurs suspendent le paiement des arrérages, intérêts ou dividendes sur les titres nominatifs quand ils ont connaissance du décès ou du changement d'état civil du titulaire.

Notons, en passant, les titres *mixtes*, qui sont immatriculés au nom du propriétaire comme les titres nominatifs, mais sont munis de coupons comme les titres au porteur. A tous autres égards, les titres mixtes sont de véritables titres nominatifs.

A d'autres points de vue, la distinction des titres nominatifs et des titres au porteur est capitale ; tandis que toute personne ayant en mains le titre au porteur peut, sans justification, le céder, en toucher le remboursement s'il est amorti, seul le titulaire du titre nominatif peut faire la cession ou recevoir le montant du capital échu ; le titre au porteur acquitte chaque année l'impôt de 0 fr. 20 % du montant de la valeur moyenne des titres à la Bourse de Paris pendant l'année précédente (loi du 23 juin 1857, art. 6 ; loi du 29 juin 1872, art. 3), tandis que le titre nominatif n'est grevé d'une taxe que lors de sa transmission réelle ; cette taxe est de 0 fr. 50 % du prix auquel les titres ont été cotés à la Bourse de Paris la veille du jour de l'opération (loi du 23 juin 1857, art. 6-8 ; loi du 16 septembre 1871, art. 11 ; loi du 29 juin 1872, art. 3) ; mais tous deux acquittent indistinctement l'impôt de 4 % sur le revenu (loi du 29 juin 1872, art. 1 et 3, et loi du 26 décembre 1890, art. 4). D'autre part, le propriétaire du titre au porteur peut être facilement dépossédé par perte, vol, abus de confiance, alors que celui du titre nominatif n'a rien à craindre de ce côté, car le Grand-Livre ou le registre

de la Société est là pour sauvegarder son droit, c'est tout au plus s'il perdra les arrérages, intérêts ou dividendes. Enfin et surtout, ces deux espèces de titres diffèrent par leur mode de transmission : la cession du titre au porteur *s'opère par la tradition* (art. 35 C. comm.) ; pour les titres nominatifs, *elle s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur les registres de la Société, et signée de celui qui fait le transfert ou d'un fondé de pouvoirs* (art. 36, § 2, C. comm.).

Il y a donc une opération bien importante à faire lorsqu'un titre nominatif change de propriétaire : cette opération s'appelle *transfert*.

*Transfert.* — On peut définir le transfert : « une  
« opération en vertu de laquelle un titre nominatif,  
« sans changer de forme, est inscrit sur les registres  
« de l'État ou d'une Société au nom d'un titulaire  
« nouveau, ou reste au nom du titulaire primitif, mais  
« en subissant certaines modifications au point de  
« vue de l'état civil ou de la qualité du propriétaire  
« des titres <sup>(1)</sup>. »

On distingue plusieurs sortes de transferts.

*Transfert réel.* — « Le transfert réel est celui qui  
« s'effectue en vertu d'une simple réquisition signée  
« par le titulaire ou son mandataire <sup>(2)</sup>. » Il s'effectue

(1) Cauchetier, *Des titres de Bourse nominatifs*, thèse, Paris, 1883, p. 116.

(2) Bezard-Falgas, *op. cit.*, n° 48.

par la remise du titre à l'établissement débiteur, accompagnée d'une déclaration signée par le propriétaire, aux termes de laquelle celui-ci requiert l'annulation de son titre et l'établissement d'un nouveau au nom d'une tierce personne. La déclaration signée par le titulaire est le seul acte apparent de cession; l'établissement débiteur en ignore les conditions; il n'a pas à se préoccuper de savoir s'il s'agit d'un acte à titre gratuit ou d'une cession à titre onéreux; il suffit pour lui d'être assuré que la déclaration du transfert est signée par le véritable propriétaire ou son mandataire, et que ce propriétaire a capacité pour aliéner. Le transfert s'opère sur la seule déclaration du cédant, sans que l'acceptation du cessionnaire ou tout au moins sa signature soit exigée <sup>(1)</sup>.

Depuis le décret du 7 octobre 1890, qui prescrit aux agents de change de ne se livrer entre eux que des titres au porteur (art. 47), le transfert réel ne se présentera plus que dans les transmissions faites directement d'acheteur à vendeur, dans les transmissions des rentes sur l'État, des titres des Sociétés qui n'admettent pas le titre au porteur (Banque de France, la plupart des Compagnies d'assurances, la Société Générale, etc.) et des actions non entièrement libérées

(1) Julliot, *Des règles du contrat de mariage dans leur application aux transferts et conversions des titres nominatifs*, thèse, Paris, 1899, p. 9.

qui ne peuvent être au porteur (loi du 24 juillet 1867, art. 3, et loi du 1<sup>er</sup> août 1893, art. 2).

Parfois cependant, l'agent de change qui a en même temps des clients vendeurs et des clients acheteurs de titres de même espèce préfère le transfert réel à la conversion ; l'opération a lieu comme si l'acheteur et le vendeur s'étaient connus et avaient traité sans intermédiaire, et, dans ce cas, il ne doit être perçu qu'un seul droit de transmission <sup>(1)</sup>.

*Transfert de forme.* — Le transfert de forme, qu'on appelle aussi transfert d'*ordre*, « est toute modification de l'immatricule d'un titre, faite en exécution  
« d'un acte distinct de la déclaration de transfert, soit  
« que le titre reste au nom du même titulaire avec une  
« modification de son état civil, de sa capacité ou de  
« sa faculté de disposition, soit que le titre passe au  
« nom d'un nouveau titulaire <sup>(2)</sup>. »

Ainsi, il y aura transfert de forme lorsqu'un mineur devenu majeur, lorsqu'une fille devenue femme mariée, lorsqu'une femme mariée devenue veuve feront mentionner leur nouvelle qualité dans l'immatricule du titre, lorsque l'héritier, le donataire, le légataire feront immatriculer le titre en leur nom.

(1) Minard, *op. cit.*, n° 173 ; sur les avantages de ce procédé, voir Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. IV, n° 939.

(2) Julliot, *op. cit.*, p. 41.

Le transfert de forme s'opère par la remise au Trésor ou à l'établissement débiteur du titre accompagné de pièces justificatives dont la nature et le nombre varient suivant les cas.

Il est affranchi de l'impôt de 0 fr. 50 % qui frappe le transfert réel.

L'expression transfert de forme n'est plus guère usitée aujourd'hui dans la pratique. Et d'abord, quand il s'agit de rentes sur l'État français, on emploie toujours celle de *mutation* ; puis, pour les actions et obligations des Sociétés, on se sert plus couramment de l'expression transfert d'*ordre*. Celle-ci a cependant, en droit, une tout autre signification. Déjà prescrit par un arrêté de la chambre syndicale des agents de change de Paris du 28 avril 1828, le transfert d'ordre permet aux agents de change de conserver le secret des négociations qu'ils sont chargés d'opérer. Pour cela, « le vendeur signe un transfert au nom de son agent de change, puis celui-ci signe un nouveau transfert au profit de l'agent de change acheteur ; enfin, ce dernier remplit aussitôt les formalités nécessaires pour faire un transfert définitif au nom de son client, de sorte que l'acheteur et le vendeur ne se connaissent pas <sup>(1)</sup>. » Le transfert d'ordre n'est donc, en réalité, que celui qui est signé par l'agent de change vendeur au profit de son collègue acheteur.

(1) Cauchetier, *op. cit.*, p 117.

L'expression transfert d'ordre, dans le sens juridique du mot, a été consacrée par le décret du 7 octobre 1890; mais ce transfert, comme le transfert réel, dont il n'est d'ailleurs qu'un accessoire, n'est plus guère employé par suite de la disposition de ce même décret de 1890, qui prescrit aux agents de change de ne se livrer entre eux que des titres au porteur (art. 47). On y recourt cependant encore toutes les fois que le transfert réel est nécessaire; il a alors un caractère provisoire pendant dix jours, délai à l'expiration duquel l'agent de change est considéré comme ayant opéré pour son propre compte, s'il n'a fait connaître le nom de son client (art. 49 du décret).

Dans les développements qui suivront et pour éviter toute confusion, nous conserverons l'expression transfert de forme, et nous donnerons à celle de transfert d'ordre le sens qui lui est consacré par le décret de 1890.

*Transfert de garantie.* — Le transfert de garantie a pour but d'inscrire sur un titre nominatif une mention de nantissement; s'il s'agit d'un titre de rente sur l'Etat, il s'effectue comme le transfert de forme; s'il s'agit d'actions ou d'obligations de Sociétés, tantôt il doit être assimilé au transfert réel, tantôt il est soumis aux règles du droit commun en matière de constitution de gage (art. 2075 et 2076 C. civ.). Le titre qui a été l'objet d'un transfert de garantie continue a

porter le nom du titulaire, mais avec mention de la constitution de gage.

Le transfert, ainsi que nous venons de le voir, est une opération sur un titre nominatif qui reste nominatif.

*Conversion.* — La conversion, au contraire, est une opération comportant changement de la forme d'un titre, changement qui peut s'opérer du nominatif au porteur ou réciproquement.

La conversion comme le transfert réel donne lieu à la perception d'un droit de 0 fr. 50 % (loi du 23 juin 1857, art. 8, et loi du 16 septembre 1871, art. 11).

En principe et sans préjudice des prohibitions et restrictions pouvant résulter de dispositions législatives ou de conventions, une valeur peut alternativement, et selon le gré de son propriétaire, affecter la forme nominative et la forme au porteur (loi du 23 juin 1857, art. 8) <sup>(1)</sup>.

La conversion du porteur au nominatif n'étant pas une opération sur le titre nominatif, nous n'aurons pas à en traiter au cours de cette étude. La conversion du nominatif au porteur nous arrêtera, au contraire, quelques instants ; mais, comme nous le verrons, elle est une opération analogue au transfert réel, et, par suite, elle est soumise aux mêmes règles et engendre les mêmes responsabilités.

(1) Julliot, *op. cit.*, p. 8.



## CHAPITRE II

### FONDEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DE L'ÉTABLISSEMENT DÉBITEUR

---

En vertu de l'article 529 du Code civil, les titres nominatifs sont des meubles incorporels. Il semble donc au premier abord qu'ils devraient être soumis sous tous rapports aux règles du droit commun en pareille matière : par suite, le titre ne serait qu'un moyen de preuve de la créance qu'il constate, un *instrumentum*, et la cession de cette créance ne serait valable qu'autant qu'elle aurait été effectuée par un propriétaire capable ; quant à la formalité du transfert dont parle l'article 36, § 2, du Code de commerce, elle pourrait être considérée comme un mode de publicité équivalent à celui que prescrit l'article 1690 du Code civil pour les créances ordinaires. De là résulteraient les conséquences suivantes :

1° Le cessionnaire qui aurait acquis *a non domino* pourrait se voir intenter une action en revendication par le véritable propriétaire illégitimement dépouillé.

2° Si le cessionnaire avait acquis d'un incapable, il pourrait se voir intenter une action en nullité par l'incapable ou ses représentants ;

3° La créance ainsi cédée le serait avec tous ses vices, en vertu de ce principe : *nemo plus juris ad alium transferre potest quam ipse habet*, et le débiteur cédé pourrait opposer au cessionnaire toutes les exceptions qu'il avait contre le cédant, sauf peut-être la compensation, si l'on considère le transfert comme une acceptation de cession et non comme une signification.

Cette théorie a été longtemps soutenue, et l'est encore aujourd'hui par quelques auteurs ; mais elle nous semble inconciliable, malgré les efforts faits par ses partisans, avec la jurisprudence actuelle qu'on peut considérer comme constante <sup>(1)</sup> et d'après laquelle l'incapable ou le *verus dominus* dépossédés n'ont pas d'action en nullité ou en revendication contre le nouveau titulaire <sup>(2)</sup> ; seulement, comme il

(1) Cass., 13 nov. 1867, S. 67. 1. 422 ; Cass., 17 déc. 1873, S. 74. 1. 409 ; Cass., 20 juin 1876, S. 77. 1. 450 ; Amiens, 11 mai 1877, S. 78. 2. 39 ; Paris, 17 mars 1881, *Journal des Sociétés*, 1881, p. 547 ; Paris, 28 nov. 1885, même journal, 1886, p. 218 ; Cass., 31 oct. 1900, même journal, 1901, p. 54. En sens contraire, Cass., 23 juillet 1833, S. 33. 1. 679 ; Paris, 16 juin 1842, S. 42. 2. 361 ; Paris, 25 mars 1891, S. 92. 2. 129.

(2) Il n'est pas à notre connaissance d'arrêt qui ait tranché la question d'opposabilité des exceptions ; mais la solution devrait être la même que pour les actions en nullité ou en revendication.

serait injuste que l'incapable ou le *verus dominus* soient dépouillés sans recours, il leur est accordé une action en responsabilité contre l'établissement débiteur qui a opéré le transfert.

Cette jurisprudence part du principe que l'inscription du titulaire sur le Grand-Livre ou sur les registres de l'établissement débiteur constitue, d'une manière absolue et à l'égard de tous, la preuve complète de son droit, cette preuve ne pouvant d'ailleurs être combattue que par un commencement de preuve par écrit. Elle est basée sur l'article 6 de la loi du 24 août 1793 et l'article 36 du Code de commerce.

« Attendu, dit un arrêt de la Cour de cassation du  
« 24 juillet 1844 <sup>(1)</sup>, qu'aux termes de la loi du  
« 24 août 1793.... l'inscription d'une rente sur le  
« Grand-Livre est une preuve écrite et complète du  
« droit de propriété de celui au profit de qui elle a  
« été faite. »

Un arrêt de la même Cour du 13 novembre 1867 <sup>(2)</sup>, relatif aux valeurs industrielles, est conçu dans les mêmes termes :

« Le transfert des valeurs industrielles, dit cet  
« arrêt, qu'il ait lieu à titre gratuit ou onéreux,  
« forme, par la seule substitution sur les registres  
« de la Compagnie du nom du cessionnaire à celui

(1) S. 44. 1. 788.

(2) S. 67. 1. 423.

« du cédant, preuve écrite et complète du droit de  
« propriété de celui au profit duquel a été faite l'ins-  
« cription, ainsi que du dessaisissement du cédant :  
« au moment où la mutation a été opérée, il a perdu  
« toute espèce de droit sur les valeurs cédées.

« Le transfert qui s'opère par l'inscription d'un  
« nouveau titulaire sur les registres de la Société  
« industrielle est une preuve écrite et complète du  
« droit de propriété du nouveau titulaire ; il y a, à  
« cet égard, assimilation complète entre les actions  
« et les obligations financières ou industrielles et les  
« inscriptions de rente sur le Grand-Livre.

« Pour toutes ces valeurs, les principes généraux  
« spécialement consacrés par la loi, en ce qui con-  
« cerne les rentes sur l'État, doivent protéger, contre  
« toute revendication, celui dont le nom est inscrit  
« sur les livres et les registres du débiteur. »

Et, en vertu de ce principe, que l'inscription du titulaire fait preuve complète de son droit, la jurisprudence refuse contre lui toute action en nullité ou en revendication <sup>(1)</sup>, mais, en revanche, lui donne une action en responsabilité contre l'établissement débiteur.

« Attendu, dit la Cour de Paris <sup>(2)</sup>, que l'inscrip-  
« tion sur les registres des obligations de la Com-

(1) Cass., 20 juin 1876, S. 77. 1. 480. D. 77. 1. 378.

(2) Paris, 17 mars 1881, *Journal des Sociétés*, 1881, p. 847.

« pagnie constituant, pour ceux qui y sont dénom-  
« més, le titre de propriété de leur créance contre  
« ladite Compagnie, il ne saurait appartenir à celle-  
« ci de porter atteinte à cette propriété, en opérant  
« le transfert de cette inscription au nom d'une autre  
« personne qui le lui réclame, s'il ne lui était jus-  
« tifié d'une transmission régulière et valable au  
« profit de cette dernière ; que par un transfert in-  
« dûment accompli, la Compagnie se mettrait en  
« faute à l'égard du précédent titulaire, et engage-  
« rait envers lui sa responsabilité, à raison du pré-  
« judice qu'elle lui aurait occasionné. »

Cette jurisprudence qui, d'une part, donne à l'ac-  
quéreur de bonne foi d'un titre nominatif la certitude  
de n'être pas inquiété plus tard par le *verus dominus*  
ou l'incapable illégitimement dépossédés, et, d'autre  
part, accorde à ces derniers une action en responsa-  
bilité contre l'établissement débiteur qui a effectué le  
transfert, offre en pratique de grands avantages, et  
favorise dans une large mesure le crédit public. Mais  
la base sur laquelle elle repose est-elle très solide ? Il  
est permis d'en douter, car, comme le fait remarquer  
M. Wahl <sup>(1)</sup>, l'article 6 de la loi du 24 août 1793 n'a  
peut-être pas toute la portée qu'on lui prête, et on  
peut soutenir que son but unique était d'écarter tous  
les anciens titres et tous les anciens registres qui

(1) Note sous Paris, 21 février 1896, S. 98. 2. 289.

constataient les dettes de l'État ; en tout cas, ce texte est limitatif, et il nous paraît arbitraire de l'étendre aux valeurs industrielles et commerciales. Quant à l'article 36 du Code de commerce, il est encore moins probant, puisqu'il dit simplement que la propriété des actions peut être établie par une inscription sur les registres de la Société.

Aussi la doctrine s'est-elle efforcée de justifier cette jurisprudence, en cherchant ailleurs le fondement de la responsabilité des établissements débiteurs : nombreux sont les systèmes imaginés par les auteurs. Mais, ainsi que nous allons le voir en les passant rapidement en revue, les uns n'expliquent pas toutes les particularités du transfert, ou conduisent à des conséquences inadmissibles, les autres reposent sur une base trop fragile, d'autres enfin sont en opposition formelle avec la loi : force nous sera donc d'essayer, à notre tour, de trouver une solution à ce problème.

### *Théorie de l'incorporation du droit dans le titre*

D'après cette théorie, le titre nominatif, au lieu de constater le droit, le créerait, en serait le générateur. « C'est du contenu du titre que procéderait l'engagement sans référence aucune aux circonstances dans lesquelles le titre a été souscrit ou transféré <sup>(1)</sup>. » Le

(1) Thaller, *Traité de droit commercial*, 2<sup>e</sup> édit., n° 889.

titre nominatif aurait une nature substantielle différente de celle qui appartient aux autres créances.

Cette théorie est le point de départ de plusieurs systèmes.

C'est d'abord le système de l'engagement unilatéral : l'établissement débiteur est engagé par sa seule volonté, indépendamment de l'acceptation du créancier ; il pourra donc prendre envers plusieurs personnes un engagement dont celles-ci ne bénéficieront que successivement. Le titulaire actuel n'est pas l'ayant cause des précédents titulaires, son droit ne résulte pas d'une série de cessions, mais bien de l'engagement originaire du débiteur ; aussi cet engagement est-il indépendant de la validité et de la régularité des transmissions, et le débiteur ne pourra-t-il opposer au titulaire aucune des exceptions nées du chef des titulaires antérieurs.

D'autres, s'appuyant sur l'analogie qui existerait entre le Grand-Livre et les registres sociaux d'une part, et les livres fonciers des pays germaniques d'autre part, considèrent le titre nominatif comme un titre abstrait, et le transfert comme un acte abstrait.

« Le titre abstrait, dit M. Wahl <sup>(1)</sup>, est celui où la  
« mention de la cause n'est pas exigée et où cette  
« dispense produit un effet particulièrement impor-

(1) Wahl, *Traité théorique et pratique des titres au porteur français et étrangers*, t. I, n° 399.

« tant. La mention de la cause étant inutile en vertu  
« d'une disposition législative, on en conclut que la  
« cause elle-même n'a aucune importance : en  
« d'autres termes, si la cause du contrat est illicite  
« ou fausse, le contrat n'en est pas moins valable ;  
« le contractant dont l'engagement est ainsi vicié a  
« bien le droit de le faire annuler à l'égard de sa  
« contre-partie, mais les tiers qui ont obtenu de cette  
« dernière la transmission de sa créance n'ont pas  
« à se préoccuper de la cause non mentionnée sur  
« le titre. »

Dans l'acte abstrait, « la cause est un élément sub-  
« jectif mais distinct du contrat ; seulement, par une  
« volonté expresse, il peut être entendu que la  
« preuve de la cause ne pourra être exigée. L'acte  
« juridique existera, produira son effet par la seule  
« force de la volonté, sans qu'il soit besoin ni permis  
« de remonter plus haut qu'elle. La cause existe,  
« mais, par une coupure arbitraire, les parties dé-  
« tachent l'acte juridique de sa cause ; la cause est  
« masquée par l'acte <sup>(1)</sup>. »

L'intéressante théorie de M. Minard <sup>(2)</sup> sur le titre nominatif, elle aussi, part du principe de l'incorporation du droit dans le titre.

M. Minard remarque d'abord le rôle important

(1) Debray, *De la clause à ordre*, p. 114.

(2) Minard, *op. cit.*, nos 92 et suiv.

que joue le titre écrit dans l'exercice du droit. Puis, comparant le titre de créance du droit commun avec le titre nominatif, il constate que le premier n'est qu'un *instrumentum*, un mode de preuve du droit de créance, tandis que le deuxième en est un élément constitutif. « Il existe, dit-il, un lien intime entre la  
« créance et le titre. L'élément obligation n'existe  
« pas seul, la créance n'est pas indépendante de  
« tout élément autre que la volonté. A cet élément  
« purement intellectuel vient s'ajouter un élément  
« visible, tangible, matériel, le titre écrit, l'inscription sur les registres. Cette inscription nous apparaît comme un véritable titre constitutif du droit,  
« ou de ses éléments organiques, sans lequel le  
« droit ne pourrait pas exister. Elle incarne, elle  
« incorpore la créance.... Ordinairement un droit,  
« pour exister, exige la réunion de plusieurs éléments : consentement, objet et cause. Ici il s'en  
« ajoute un quatrième, l'écrit <sup>(1)</sup>. »

« Une des conséquences de l'incorporation, continue M. Minard <sup>(2)</sup>, c'est qu'en cas de transfert il n'y  
« a pas vente : le droit du cédant s'éteint, et un droit  
« nouveau naît en la personne du cessionnaire. Il y a  
« deux droits différents et indépendants. Mais, par  
« suite de l'incorporation de la créance dans l'inscrip-

(1) Minard, *op. cit.*, n<sup>os</sup> 94 et 95.

(2) Minard, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 98.

« tion, le droit du titulaire n'existe qu'autant qu'il y a  
« une inscription à son nom.... L'annulation de l'ins-  
« cription a donc pour effet de supprimer l'un des  
« éléments essentiels de la créance, à savoir l'écrit.  
« Privée de l'écrit, l'obligation disparaît. La créance  
« qui naît au profit du nouveau titulaire diffère, quant  
« à l'un de ses éléments, de l'ancienne créance : elles  
« sont entre elles comme deux créances, dont l'une  
« aurait un objet, une cause, et l'autre un autre  
« objet, une autre cause. »

Puis M. Minard analyse le transfert en une convention tripartite : *achat* par le cessionnaire de la *renonciation* du cédant, remise de dette par le cédant au profit de l'établissement débiteur, et nouvel engagement de ce dernier envers le cessionnaire par la rédaction d'une nouvelle inscription. Et ce nouvel engagement, l'établissement débiteur ne le prend « que  
« parce qu'il est ou se croit libéré vis-à-vis de l'ancien  
« titulaire. Dans sa pensée, sa libération vis-à-vis du  
« vendeur est la cause de son engagement vis-à-vis de  
« l'acheteur. Est-ce à dire qu'il pourra opposer à  
« l'acheteur une exception basée sur l'absence de  
« droit du vendeur, absence de droit qui a rendu im-  
« possible sa libération ? Nous ne le croyons pas : si  
« cette exception lui était opposable, l'inscription ne  
« vaudrait pas pour son titulaire preuve complète du  
« droit de propriété. Aux termes des articles 6 de la  
« loi du 24 août 1793 et 36 du Code de commerce,

« l'inscription est le titre unique et fondamental du  
« titulaire, l'établissement débiteur est tenu envers  
« tout inscrit, sans qu'il y ait à rechercher les condi-  
« tions de la cession. Le titre nominatif de l'acheteur,  
« l'inscription de son nom sur les registres est donc  
« un acte abstrait. En effet, cette inscription, prise  
« à la suite d'un transfert, se borne à constater le  
« droit du titulaire, elle ne mentionne pas la cause de  
« l'engagement pris envers lui par l'établissement dé-  
« biteur, elle est muette sur les conditions de cet en-  
« gagement. »

La théorie de l'incorporation du droit dans le titre ne nous paraît guère admissible.

Et d'abord le système qui considère le transfert comme un engagement unilatéral de la part de l'établissement débiteur, n'est-il pas en contradiction avec la réalité des faits ? « Il est certain que, lors de l'émission du titre, un engagement s'est formé, non seulement de la part de l'émetteur, mais aussi de la part du souscripteur. Il y a, entre celui-ci et l'émetteur, un véritable contrat, et il n'est pas vrai de dire que ce dernier seul s'est engagé <sup>(1)</sup>. »

Et puis, si la théorie de l'engagement unilatéral et celle de M. Minard expliquent bien toutes les particularités du titre nominatif, telles que la substitution aux actions en nullité et en revendication d'une action en

(1) Bezarcl-Falgas, *op. cit.*, n° 35.

indemnité contre l'établissement, l'inopposabilité des exceptions nées du chef des titulaires anciens, il n'en est pas de même du système de l'acte abstrait, qui, « bien que supprimant la cause, laisse subsister les « autres conditions de validité des contrats, notamment « celles touchant à la capacité et au consentement <sup>(1)</sup>. »

Enfin, et c'est surtout pourquoi nous repoussons la théorie de l'incorporation du droit dans le titre, elle est sans aucun fondement légal.

« Il n'est pas nécessaire, dit M. Thaller <sup>(2)</sup>, pour  
« rendre compte des singularités que présente le droit  
« des valeurs financières, de les montrer ouvrant une  
« brèche dans le droit ordinaire des obligations. C'est  
« une complication inutile que d'imaginer une source  
« nouvelle d'engagements dont le Code civil ne parle  
« pas. Un fondement de dette qui cesserait d'être la  
« convention a de quoi laisser sceptique. »

« Ce que nous n'admettons pas, dit à son tour  
« M. Wahl <sup>(3)</sup>, c'est que, dans les législations qui sont  
« muettes sur ces points, la jurisprudence et la doc-  
« trine créent le contrat abstrait, et n'exigent pas  
« vis-à-vis des tiers une cause vraie et licite. »

M. Minard paraît cependant avoir voulu éviter ce reproche, et il nous montre sa théorie basée sur les articles 6 de la loi du 24 août 1793 et 36 du Code de

(1) Bezard-Falgas, *op. cit.*, n° 36.

(2) Thaller, *op. cit.*, n° 889.

(3) Wahl, *op. cit.*, t. I, n° 401.

commerce. Mais, ainsi que nous l'avons dit, l'article 6 de la loi de 1793 est spécial aux rentes sur l'État, et n'a peut-être pas toute la portée qu'on lui donne ; quant à l'article 36 du Code de commerce, il est douteux qu'il consacre une pareille dérogation au droit commun.

### *Théorie de la novation*

« Le transfert tend visiblement à libérer la Société  
« ou le Trésor vis-à-vis du titulaire de l'inscription  
« transférée. Sans doute, il substitue un nouveau  
« créancier à ce titulaire, mais le lien personnel qui  
« rattachait la Société ou l'État à ce dernier doit dis-  
« paraître, si l'opération est régulière.

« Celle-ci contient donc une libération. Elle cons-  
« titue, à proprement parler, une novation par chan-  
« gement de créancier <sup>(1)</sup>. » Il en résulte que si l'opé-  
ration est irrégulière, le débiteur se libère mal ; il doit  
donc être responsable (art. 1239 du Code civil).

Ce système, tout séduisant qu'il est au premier  
abord, doit être rejeté, car, d'après l'article 1273 du  
Code civil, la novation ne se présume pas. D'ailleurs,  
la novation n'est valable qu'autant que le créancier  
qui la consent est capable et réellement titulaire du  
droit qu'il s'agit de nover. Si donc l'une de ces condi-  
tions vient à manquer, l'ancienne dette ne se trouve

(1) Robert, *De l'emploi et du remploi sous le régime dotal*,  
thèse, p. 132.

pas éteinte ; il y a nullité de la novation et du nouvel engagement, ou plutôt il n'y a pas novation.

*Théorie de la délégation*

M. Thaller assimile le transfert à une délégation.  
« L'aliénateur <sup>(1)</sup> (le titulaire), dit-il, donne ordre au  
« débiteur (l'établissement) de se prêter à une substi-  
« tution de créancier. Il l'invite à contracter envers  
« l'acquéreur un engagement de même nature que  
« celui dont le débiteur était jusque-là tenu envers  
« lui. Le tiers débiteur, obéissant à cette invitation,  
« donne sa foi à l'acquéreur à qui il est délégué. Il y  
« a acceptation non de cession, mais de délégation,  
« et celle-ci n'a pas besoin d'être faite par acte authen-  
« tique. L'acquéreur n'argue pas des droits d'un au-  
« teur ; il n'est pas ayant cause, il agit en vertu d'un  
« droit propre né de la délégation en sa personne.  
« Les moyens qui viciaient le droit chez l'aliénateur  
« cessent de pouvoir militer contre lui-même, si la  
« délégation dûment acceptée est elle-même exempte  
« de ces vices. »

Sans vouloir assimiler la délégation à la novation, assimilation vivement combattue par la doctrine <sup>(2)</sup>, nous ferons à la théorie de la délégation le même reproche qu'à celle de la novation ; car, pour être va-

(1) Thaller, *op. cit.*, 3<sup>e</sup> édit., n° 600.

(2) V. notamment Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, t. II, n° 553.

lable, la délégation doit être faite par une personne capable et propriétaire du droit délégué ; si donc elle émane d'un incapable ou d'un *non dominus*, elle pourra être attaquée.

Aussi cette théorie, qui rend bien compte de l'opposabilité des exceptions au nouveau titulaire, ne peut-elle expliquer le refus des actions en nullité et en revendication contre lui, ni, par suite, la responsabilité de l'établissement débiteur.

### *Théorie du dépôt*

La plupart des Sociétés, à qui la conversion au nominatif est demandée, conservent par-devers elles les titres au porteur, pour les restituer quand la reconversion au porteur sera réclamée. M. Lévy-Ullmann en conclut que ces Sociétés ne sont que des dépositaires, et que le soi-disant titre nominatif qu'elles délivrent n'est en définitive qu'un récépissé de dépôt. Et il s'efforce de démontrer que le Trésor et les Sociétés qui n'emploient pas ce système sont, eux aussi, des dépositaires, en assimilant le Grand-Livre et le registre des actionnaires et des obligataires à une liasse de titres au porteur déposés, sur lesquels sont inscrits les noms des propriétaires <sup>(1)</sup>.

Ces titres au porteur déposés conservent leur nature de meubles corporels, c'est pourquoi les actions en

(1) Lévy-Ullmann, *op. cit*, n° 28.

nullité et en revendication doivent être écartées. Quant à la responsabilité de l'établissement débiteur, elle s'explique facilement. « Le débiteur procédant au  
« transfert consacre la dépossession du titulaire; s'il y  
« procède dans des conditions irrégulières, sur l'ordre  
« d'un incapable ou d'une personne sans droit ou sans  
« pouvoir, il se rend responsable du préjudice causé à  
« l'égard du titulaire irrégulièrement dépossédé.... La  
« source de sa responsabilité est dans le contrat ini-  
« tial, dans le dépôt originaire; sa faute est purement  
« contractuelle <sup>(1)</sup>. »

La théorie du dépôt est inadmissible : nous l'avons dit, autre chose est le récépissé ou certificat de dépôt, autre chose est le titre nominatif; celui-ci prouve le droit du titulaire, celui-là ne prouve que le contrat de dépôt <sup>(2)</sup>. Cette distinction est importante notamment en cas de vol commis dans des conditions excluant la faute de l'établissement; s'il y a seulement dépôt, l'établissement sera libéré; s'il y a au contraire titre nominatif, le vol des titres au porteur n'opérera pas sa libération. D'ailleurs, dans ce dernier cas, les titres au porteur n'ont aucune valeur, et l'établissement aurait pu les détruire; s'il ne l'a pas fait, c'est uniquement dans un but de commodité, pour être dispensé d'établir de nouveaux titres au porteur lors

(1) Lévy-Ullmann, *op. cit.*, n° 34.

(2) V. *supra*, p. 5, et Minard, *op. cit.*, n° 122.

de la demande en reconversion ; on ne peut donc pas dire qu'il y a dépôt de titres au porteur.

*Théorie de la stipulation pour autrui*

Pour M. Julliot <sup>(1)</sup>, le transfert réel serait une stipulation pour autrui, valable aux termes de l'article 1121 du Code civil ; il s'analyserait en une renonciation à son droit consentie par le titulaire actuel (stipulant) au profit de l'établissement débiteur (promettant), à charge par celui-ci de s'engager vis-à-vis du nouveau titulaire (tiers bénéficiaire), par l'inscription du nom de ce dernier sur ses registres et par la délivrance d'un extrait de cette inscription au nom de celui-ci.

Quant à la conversion, ce serait un transfert au profit d'une personne non dénommée.

Contre la théorie de M. Julliot, on fait remarquer <sup>(2)</sup> que la stipulation pour autrui ne se conçoit guère au cas où la conversion au porteur est demandée par un propriétaire qui n'a nullement envie d'aliéner, mais qui désire simplement changer la forme de son titre.

Quoi qu'il en soit, la théorie de M. Julliot est des plus ingénieuses, et nous n'hésiterions pas à l'admettre si un accord parfait régnait, en doctrine et en jurisprudence, relativement à la théorie de la stipulation pour autrui elle-même. Mais il n'en est rien, et la détermi-

(1) Julliot, *Essai d'une théorie nouvelle sur le titre nominatif et le transfert* (*Revue trimestrielle de droit civil*, 1904, p. 31).

(2) Bezard-Falgas, *op. cit.*, n° 40.

nation de la nature juridique de la stipulation pour autrui a donné lieu à de nombreuses controverses : la théorie de la gestion d'affaires et celle de la création directe de l'action ont toutes deux leurs partisans ; quant à la théorie de l'offre, qui semble admise par la jurisprudence et un certain nombre d'auteurs, elle est actuellement l'objet de vives critiques.

Dans l'état actuel de la doctrine et de la jurisprudence, nous ne saurions admettre la théorie de M. Julliot que si seule elle pouvait résoudre la question que nous avons posée.

*Théorie de M. Wahl. — Théorie proposée*

« A notre avis, dit M. Wahl <sup>(1)</sup>, le transfert s'analyse de la manière suivante. C'est un engagement  
« personnel contracté par l'établissement débiteur  
« vis-à-vis du nouveau titulaire. En quoi consiste-t-il  
« en effet ? Simplement dans l'inscription d'une action  
« ou obligation, dont le numéro est indiqué, au nom  
« du nouveau titulaire. Cet engagement intervient sans  
« doute à la suite de la transmission opérée par l'ancien titulaire au profit du nouveau, mais il ne se  
« base pas sur cette transmission, qui n'est même pas  
« relatée dans le seul titre en possession duquel le  
« nouveau titulaire est mis. Il est incontestable que  
« si, à la suite de la cession d'une créance, le cédé

(1) Wahl, Note sous arrêt de Paris, 21 février 1896, S. 98. 2. 289.

« souscrit au profit du cessionnaire un engagement  
« personnel faisant complètement abstraction de la  
« cession, cet engagement sera valable, parce qu'il ne  
« se rattache pas à l'obligation primitive, et n'a pas  
« pour but de nover cette obligation. C'est là précisé-  
« ment ce qui se rencontre en cas de transfert. Cet  
« engagement, l'établissement est tenu de le prendre  
« vis-à-vis de l'acquéreur de bonne foi du titre, parce  
« qu'en créant des titres *négociables*, il s'est obligé à  
« en faciliter la négociation, et à considérer comme  
« titulaire celui qui viendra lui présenter le certificat  
« d'inscription, acquis régulièrement par lui dans les  
« formes légales ; en un mot, le titre étant *négociable*,  
« la négociation est opposable à l'établissement, en  
« raison des obligations qu'il a assumées par la  
« forme donnée au titre. C'est pour cette raison que  
« les exceptions nées du chef des titulaires antérieurs  
« ne sont pas opposables au titulaire actuel, ainsi que  
« nous l'avons soutenu dans notre *Traité des titres au*  
« *porteur*, tome I<sup>er</sup>, n<sup>os</sup> 282, 367 et 744. Le seul cas  
« où le titulaire actuel est exposé à se voir enlever ses  
« droits contre l'établissement est celui où il a connu  
« le vice du contrat en vertu duquel le titre a été trans-  
« féré à son nom ; en pareille hypothèse, il a commis  
« vis-à-vis de la Société une fraude, puisqu'il récla-  
« mait la consécration de droits qu'il savait ne pas  
« lui appartenir, et cette fraude vicie son titre ; mais  
« par cela même que le titre est vicié en raison d'un

« quasi-délit, c'est-à-dire d'un acte personnel au titu-  
« laire, son ayant cause de bonne foi peut, malgré ce  
« vice, réclamer le transfert en son nom.

« Tout cela est fort équitable ; il appartenait à l'éta-  
« blissement de s'enquérir de la réalité des droits en  
« vertu desquels le transfert lui est réclamé ; l'erreur  
« qu'il a commise ne peut faire tomber l'engagement  
« personnel qu'il a pris envers un tiers qui, d'ailleurs,  
« n'a même pas, en raison des modes ordinaires  
« d'acquisition des titres nominatifs, été mis en me-  
« sure de rechercher si les droits constatés par le titre  
« appartenant à son auteur étaient ou non infectés  
« d'un vice.

« Les droits du nouveau titulaire vis-à-vis de l'éta-  
« blissement débiteur ne se rattachant pas à une  
« transmission opérée à son profit, mais à l'engage-  
« ment personnel de l'établissement, ce dernier ne se  
« trouve aucunement dégagé soit vis-à-vis du proprié-  
« taire incapable insuffisamment représenté, dont le  
« titre a été transmis à un tiers, soit vis-à-vis du pro-  
« priétaire dont le titre a été aliéné par un tiers qui  
« s'est donné et a été considéré par l'établissement  
« débiteur comme étant lui-même titulaire. En effet,  
« on ne peut admettre que les droits du propriétaire  
« aient été alors réellement transmis, puisque ce n'est  
« pas en vertu de la cession, mais en vertu de son  
« engagement personnel, que l'établissement débiteur  
« se trouve engagé vis-à-vis du nouveau titulaire ;

« c'est seulement si le nouveau titulaire est le cession-  
« naire régulier de l'ancien titulaire que ce dernier a,  
« par l'acte de transfert, dégagé l'établissement  
« vis-à-vis de lui. C'est, semble-t-il, la seule solution  
« qui, tout en étant conforme, comme nous l'avons  
« montré, à la nature juridique du transfert, soit irré-  
« prochable au point de vue de l'équité, et concorde  
« avec le droit commun. D'une part, il est juste que  
« l'ancien titulaire soit protégé contre son incapacité,  
« ou contre les agissements illicites des tiers qui s'em-  
« parent de son titre ; d'autre part, le droit commun  
« veut qu'un incapable n'ait pas à souffrir de son in-  
« capacité, et que le propriétaire d'un objet quel-  
« conque ne puisse être dépouillé de sa propriété, en  
« raison de ce seul fait que cet objet a été aliéné par  
« autrui au profit d'un tiers de bonne foi. Comme au-  
« cune restriction n'est faite et ne mérite d'être faite  
« à ces principes pour le cas où l'objet aliéné est une  
« créance ou tout autre droit personnel, on ne com-  
« prendrait guère que cette restriction dût être admise  
« dans l'hypothèse où ce droit personnel est repré-  
« senté par un titre nominatif. En un mot, ni en  
« équité, ni devant les principes, l'établissement dé-  
« biteur ne doit être autrement traité que si la dette  
« était constatée non par un titre nominatif, mais par  
« une convention revêtant toute autre forme. »

Jusqu'ici, la théorie de M. Wahl nous paraît irré-  
prochable, et nous n'hésitons pas à admettre le

même point de départ que lui. Mais nous ne saurions souscrire à la conclusion qu'il indique. M. Wahl, en effet, et c'est le motif pour lequel certains auteurs <sup>(1)</sup> rejettent sa théorie, prétend que l'établissement débiteur sera tenu de « délivrer à l'ancien titulaire un nouveau titre, remplaçant celui dont il a été dépouillé. »

Et M. Wahl prévoit puis réfute certaines objections que l'on pourrait faire contre sa solution.

« S'il s'agit d'actions, dit-il, la Société qui est obligée de fournir successivement deux titres représentant la même fraction du capital social n'a-t-elle pas ainsi un capital supérieur à son capital de fondation régulièrement publié ? Qu'il s'agisse d'actions ou d'obligations, ne peut-on pas soutenir que l'un des titres a été émis sans les autorisations qui sont une condition de sa validité ? »

« Remarquons, ajoute M. Wahl, que si ces objections étaient fondées, ce n'est pas le titre délivré à l'ancien titulaire, mais le titre délivré au nouveau qui serait frappé de nullité, puisque le premier de ces titres est le duplicata du titre antérieurement et régulièrement émis, et que le second seul est un titre nouveau. »

« Mais, continue M. Wahl, ces objections ne nous paraissent pas justes : l'engagement personnel que prend l'établissement débiteur envers le nouveau

(1) Bezard-Falgas, *op. cit.*, n° 30.

« titulaire, en inscrivant son nom sur ses registres,  
« n'est que la conséquence, nous l'avons dit, de l'obli-  
« gation que l'établissement a contractée, par la forme  
« qu'il a donnée au titre, de considérer comme lui  
« étant opposable toute négociation régulière ; aucune  
« autorisation ne lui est donc nécessaire pour créer  
« un titre spécial au profit du nouveau titulaire,  
« puisque cette autorisation était impliquée par celle  
« même dont l'établissement débiteur a eu besoin  
« pour émettre ses actions et obligations. D'autre  
« part, il est vrai que la délivrance de deux titres re-  
« présentant la même fraction du capital social peut,  
« en fait, élever ce capital au-dessus du chiffre fixé,  
« si aucune fraction n'est encore amortie ; mais rien  
« n'est plus facile que d'acheter ou d'amortir une ac-  
« tion pour ramener le capital à son chiffre régulier.  
« Le seul droit de l'établissement est, dans la mesure  
« où l'incapable dépouillé a tiré profit de l'aliénation  
« de son titre, de lui réclamer une indemnité (Comp.  
« art. 1312 C. civ.). »

Et d'abord, M. Wahl, admettant fondées les objections faites à sa théorie, prétend que ce n'est pas le titre délivré à l'ancien titulaire, mais bien celui délivré au nouveau qui serait frappé de nullité ; cela est, comme nous le verrons plus loin, très contestable.

Puis M. Wahl réfute ces objections en disant que rien ne sera plus facile que d'amortir ou racheter une action de même nature : amortir, mais ce ne

sera pas possible, s'il s'agit d'obligations, et puis, s'il s'agit d'actions, l'amortissement ne doit s'exercer que sur les bénéfices réalisés <sup>(1)</sup>; racheter, mais il faudra que la valeur en question soit l'objet de négociations assez fréquentes : or il y a des Sociétés même très florissantes dont les actions ne se négocient que rarement.

Supposons cependant que l'établissement ait amorti une action. Nous savons que l'actionnaire dont le titre a été amorti n'est pas complètement dépouillé, et que, s'il n'a plus droit à l'intérêt de la somme qui lui a été remboursée, il a néanmoins le droit de participer aux bénéfices de la Société, il a ce qu'on appelle une action de jouissance. Comment alors indemniser, au moyen de l'amortissement, soit l'ancien, soit le nouveau titulaire, selon qu'on décide que c'est l'un ou l'autre qui doit être dépossédé ? Lui donnera-t-on l'action de jouissance ainsi créée ? Mais alors on déposséderait le titulaire de cette action, sans même remettre le titulaire dépossédé dans sa situation primitive. Lui donnera-t-on la contre-partie de l'action de jouissance, une action qui ne donnerait

(1) V. sur ce point Thaller, *op. cit.*, 3<sup>e</sup> édit., nos 582 à 590, notamment en ce qui concerne les actions des Sociétés concessionnaires de l'État, constituées avant 1867, par exemple les Compagnies de chemins de fer. D'après M. Thaller, ces Sociétés ne pourraient amortir leur capital qu'en se constituant parallèlement aux travaux incorporés dans la concession un actif complémentaire (placement en immeubles, en portefeuille, etc.).

droit qu'à l'intérêt du capital ? Mais ce ne serait plus une action, et ici encore il ne serait pas complètement indemnisé. Lui donnera-t-on alors une action de capital ? Mais laquelle ? Celle qui a été amortie ? Nous aurions alors une action de capital qui, après amortissement, serait encore action de capital, et, en outre, aurait donné naissance à une action de jouissance : résultat inadmissible.

Supposons encore que l'établissement ait racheté une valeur de même nature que celle dont il a indûment opéré le transfert. S'il s'agit d'une action, celui à qui elle sera attribuée n'aura généralement pas à souffrir de ce procédé, les actions de la même nature offrant toutes les mêmes avantages. Mais il n'en est pas de même s'il s'agit d'obligations à lots, ou même simplement d'obligations remboursables par voie de tirage et ayant leurs cours au-dessous du taux de remboursement. L'hypothèse suivante, qui est de nature à se présenter en pratique, va nous le démontrer.

Une obligation nominative de ce genre est entre les mains d'un dépositaire (banque, établissement de crédit...). Au moyen de manœuvres frauduleuses, le dépositaire parvient à aliéner l'obligation et à faire opérer le transfert au nom d'un tiers de bonne foi ; mais il continue à payer les intérêts au déposant, de sorte que celui-ci n'a pas connaissance du transfert. Après un laps de temps plus ou moins long, l'obli-

gation vient à être remboursée par voie de tirage ou bénéficie d'un lot considérable, et l'établissement débiteur se libère entre les mains du tiers de bonne foi, nouveau titulaire. Le propriétaire dépossédé, apprenant le fait du transfert opéré à son insu, a évidemment un recours contre le dépositaire, mais il préférera souvent attaquer directement l'établissement débiteur. Si celui-ci pouvait dégager sa responsabilité, soit en offrant au titulaire dépossédé une autre obligation qui peut-être ne bénéficiera jamais d'un lot ou ne sera remboursée que longtemps après, soit en offrant cette même obligation au tiers nouveau titulaire, à charge par lui de rendre à l'ancien le bénéfice qu'il a retiré de l'obligation indûment transférée à son nom, on conçoit facilement le préjudice que subirait l'un ou l'autre de ces obligataires.

Si la théorie de M. Wahl conduisait forcément à ces conséquences, nous n'hésiterions pas à la rejeter. Mais il nous semble que tout en admettant le point de départ du système de cet auteur, on peut arriver à une conclusion bien différente de la sienne.

Que l'établissement débiteur ne soit « aucunement  
« dégagé, soit vis-à-vis du propriétaire incapable in-  
« suffisamment représenté dont le titre a été transmis  
« à un tiers, soit vis-à-vis du propriétaire dont le  
« titre a été aliéné par un tiers qui s'est donné et a  
« été considéré par l'établissement débiteur comme  
« étant lui-même titulaire, » nous ne saurions le

contester. Mais ce que nous n'admettons pas, c'est que l'établissement débiteur soit tenu par ce fait de délivrer un nouveau titre à l'ancien titulaire dépouillé. En opérant le transfert, il a reconnu le droit du nouveau titulaire sans se dégager vis-à-vis de l'ancien ; il s'est obligé, par conséquent, à considérer deux personnes différentes comme titulaires de la même action ou de la même obligation ; il y a donc conflit entre ces deux propriétaires : lequel triomphera ? Toute la question est là. Nous n'hésitons pas à répondre que ce sera le nouveau. En effet, de même qu'en créant « des titres « *négociables*, l'établissement s'est obligé à considérer comme titulaire celui qui viendrait lui présenter le certificat d'inscription acquis régulièrement par lui dans les formes légales, » de même l'ancien titulaire, comme du reste tous les titulaires, en souscrivant à des titres *négociables* ou en les acquérant, se sont obligés à supporter les inconvénients de ces titres, inconvénients provenant de leur nature, et consistant dans le refus des actions en nullité ou en revendication en cas d'aliénation au profit d'un tiers de bonne foi. C'est donc le nouveau titulaire qui sera préféré à l'ancien, parce que les titres sont *négociables*.

Cependant l'établissement n'est pas dégagé envers l'ancien titulaire ; mais ne pouvant plus exécuter son engagement envers lui, puisque le nouveau titulaire ne doit pas être dépossédé, il lui devra des dom-

mages-intérêts (art. 1147 C. civ.) dont le quantum, à défaut d'accord entre les parties, sera fixé par les tribunaux.

Le système de M. Wahl, modifié dans ses conséquences, rend parfaitement compte, ce nous semble, de l'inopposabilité des exceptions de la part de l'établissement débiteur, puisque celui-ci s'engage personnellement, du refus des actions en nullité et en revendication, et enfin de la responsabilité de cet établissement <sup>(1)</sup>.

(1) La théorie que nous venons d'adopter se rapproche beaucoup de celle de M. Bezard-Falgas (*op. cit.*, n° 41) et elle en est le complément. Cet auteur, en effet, n'explique pas comment naît la responsabilité de l'établissement débiteur, ni pourquoi ce dernier est passible de dommages et intérêts. Il dit simplement qu'il serait injuste de donner une action en dommages et intérêts contre le nouveau titulaire, et par suite conclut à la responsabilité de l'établissement. Cette conclusion ne s'impose pas, car on pourrait concevoir, tout au moins dans le cas de vente par un *non dominus*, que l'action existât seulement contre celui qui a requis le transfert.

---

## CHAPITRE III

### APPLICATION DU PRINCIPE

---

L'établissement débiteur, qui opère un transfert, est responsable de sa validité : tel est le principe que nous venons d'établir. Mais ce principe n'est pas absolu, et souvent la Société se trouve déchargée en tout ou en partie de cette responsabilité, qui rejaillit sur d'autres. Quelles sont les personnes responsables de la validité des transferts, quelle est la nature, quelle est l'étendue de leur responsabilité, telles sont les questions que nous nous proposons de résoudre dans ce troisième chapitre de notre étude : nous le diviserons en deux sections, la première consacrée aux rentes sur l'État, la deuxième aux autres valeurs, les règles qui gouvernent ces deux espèces de titres étant tout à fait différentes au point de vue qui nous intéresse.

#### **Section I. — Rentes sur l'État**

En principe, l'État devrait être responsable comme tout établissement débiteur, et dans la même mesure,

de la validité des transferts qu'il a opérés. Mais, en fait, diverses lois l'ont déchargé presque complètement de cette responsabilité qu'elles ont reportée sur certains officiers publics, ainsi que nous allons le voir en étudiant tour à tour les transferts réels, les conversions qui n'en sont qu'une variante, et enfin les transferts de forme, ou mutations.

§ 1. — *Transferts réels*

« A compter de la publication du présent arrêté,  
« les transferts d'inscription sur le Grand-Livre de la  
« Dette publique seront faits au Trésor public en présence d'un agent de change de la Bourse de Paris,  
« qui certifiera l'identité du propriétaire, la vérité de  
« la signature et des pièces produites. » (Arrêté du 27 prairial an X, art. 15.)

Cet article a été modifié par la loi du 23 juin 1885, en ce qui concerne les déclarations et les certificats de transferts, qui désormais sont signés chez l'agent de change, au lieu de l'être au Trésor.

Il avait déjà été modifié par la loi du 14 avril 1819, qui a autorisé l'ouverture dans chaque département d'un livre auxiliaire de la Dette publique, et l'ordonnance du même jour, relative à l'exécution de cette loi, et qui a étendu les dispositions des articles 15 et 16 de l'arrêté précité aux agents de change des départements, et aux notaires dans les chefs-lieux des départements où il n'y a pas d'agent de change. Mais,

dira-t-on, l'ordonnance de 1819 a-t-elle pu légalement étendre aux agents de change des départements, ou, à défaut, aux notaires, les dispositions des articles 15 et 16 de l'arrêté de prairial? On pourrait en douter, à raison de ce qu'en principe les ordonnances rendues par le pouvoir royal, depuis la charte de 1814, ne pouvaient prescrire que des mesures purement administratives et réglementaires. D'après M. Crépon <sup>(1)</sup>, cette objection ne serait pas fondée. Cet auteur invoque à l'appui de sa thèse l'article 9 de la loi du 14 avril 1819, ainsi conçu : « Des ordonnances du roi régleront les mesures d'exécution propres à assurer, dans tous leurs développements, les effets de la présente loi. » Le même jour est intervenue l'ordonnance relative à l'exécution de cette loi, c'est-à-dire rendue par délégation de la loi et pour son exécution. Or, il est de jurisprudence que les actes émanant du pouvoir exécutif rendus par délégation et en exécution d'une loi font corps avec elle, et participent ainsi du pouvoir législatif. La responsabilité des agents de change des départements ou, à défaut, des notaires, est donc la même que celle des agents de change de Paris.

Remarquons que les agents de change des départements, ou à défaut les notaires, ne sont compétents que pour certifier les transferts des inscriptions dé-

(1) Crépon, *Négociation des effets publics et autres*, n° 229.

partementales créées par la loi de 1819. Cependant, pour les rentes 3 % amortissables, qui ne peuvent donner lieu à des inscriptions départementales, les agents de change de province, exerçant près les Bourses à parquet, ont été autorisés à certifier des transferts portant sur des inscriptions directes (décrets des 10 juin 1884 et 20 janvier 1894) <sup>(1)</sup>.

De l'article 15 de l'arrêté de prairial et de l'article 6 de l'ordonnance de 1819 précités, il résulte que le transfert des rentes sur l'État ne peut être effectué sans la certification d'un agent de change, ou d'un notaire, lorsqu'il s'agit d'inscriptions de départements où il n'y a pas d'agent de change, et une décision ministérielle du 7 août 1821 déclare nulle au regard du Trésor toute cession pure et simple réalisée d'une autre manière. Il a même été jugé que le transport d'une rente sur l'État fait par acte notarié est insuffisant pour saisir le cessionnaire <sup>(2)</sup>. Cependant le Trésor admet la cession par acte notarié ou même sous seings privés, lorsqu'elle est l'accessoire d'un acte principal ; il l'admet aussi quand il s'agit de la cession d'une nue propriété ou d'un usufruit <sup>(3)</sup>. Dans ces cas, la

(1) Ces décrets étaient relatifs aussi aux rentes 3 1/2 % amortissables, mais ne s'y appliquent plus depuis la conversion. V. l'art. 1 du décret de 1894 qui précise la limite de la compétence des agents de change départementaux.

(2) Paris, 3 juin 1836, rapporté dans de Bray, *Traité de la dette publique*, n° 268 ; Toulouse, 5 mai 1836, S. 38. 2. 436.

(3) Il est intéressant de remarquer que lorsque la cession est

cession par acte notarié donne lieu non à un transfert réel, mais à un transfert de forme, à une mutation, pour employer l'expression consacrée au Trésor, laquelle s'effectue, comme nous le verrons plus loin, au vu d'un certificat de propriété.

Mais en quoi consiste la responsabilité de l'agent de change ? L'article 16 de l'arrêté de prairial va nous le dire :

« Cet agent de change sera, par le seul effet de sa  
« certification, responsable de la validité desdits  
« transferts en ce qui concerne l'identité du proprié-  
« taire, la vérité de sa signature et des pièces pro-  
« duites. »

L'article 205 du décret du 31 mai 1862 est conçu dans le même sens : « L'identité des personnes, la  
« vérité des pièces, les qualités et les droits à la pro-  
« priété sont certifiés sous leur responsabilité par les  
« officiers publics que les lois ont désignés à cet  
« effet. »

Les trois points qu'ont à certifier les agents de change se réduisent à un seul, l'identité du vendeur, car on ne comprend pas que la signature et les pièces puissent être fausses, si c'est réellement le propriétaire qui vend la rente, et réciproquement que la si-

faite à titre onéreux, il n'est perçu aucun droit proportionnel d'enregistrement (loi du 22 frimaire an VII, art. 70, n° 3, § 3). La cession à titre gratuit est au contraire passible d'un droit proportionnel d'enregistrement.

gnature et les pièces puissent être vraies si c'est un autre que le propriétaire qui demande le transfert.

Cette responsabilité de l'agent de change est-elle absolue, c'est-à-dire existe-t-elle indépendamment de toute faute de sa part ?

D'après un système, il n'y aurait qu'une présomption de faute, que l'agent serait en droit de combattre, et qu'il pourrait détruire par des présomptions contraires tirées des circonstances au milieu desquelles il a procédé. Ce système s'appuie sur la législation antérieure à l'arrêté de prairial (loi du 24 août 1793, art. 182), sous l'empire de laquelle le liquidateur de la trésorerie était responsable des transferts qu'il avait vérifiés, mais dans les termes du droit commun seulement, et prétend que les articles 15 et 16 de l'arrêté de prairial n'ont eu pour but que de substituer à la responsabilité du liquidateur celle de l'agent de change, sans vouloir l'aggraver.

Le système opposé, se basant sur les termes formels des articles 15 et 16 de l'arrêté de prairial, soutient que la responsabilité de l'agent de change est absolue, que le législateur, en exonérant le Trésor public de la responsabilité qui lui avait été précédemment imposée, a entendu lui substituer, dans l'intérêt du crédit public et des tiers, une garantie résultant de la certification de l'agent de change.

Pour résoudre cette importante question, il nous paraît nécessaire de distinguer deux hypothèses, selon

que le transfert est opéré avec ou sans production de pièces.

*Transfert sans production de pièces*

Lorsque le propriétaire d'une inscription de rente sur l'État, pleinement capable, peut se présenter lui-même chez l'agent de change, il ne saurait être question de pièces produites : ce propriétaire signera la déclaration de transfert, puis l'agent de change certifiera son identité et la vérité de sa signature. Ici, il n'est pas douteux que la responsabilité de l'agent de change soit absolue ; il ne devait certifier la signature de celui qui se disait propriétaire que s'il le connaissait, ou après s'être assuré de son identité ; s'il a affirmé comme vraie une fausse signature, il doit subir les conséquences de sa fausse attestation. En vain prétendrait-il qu'il n'a commis aucune faute, qu'il a été trompé : la loi est formelle ; il est responsable, sauf son recours contre le faussaire ou ceux qui lui auraient affirmé l'identité de ce dernier.

*Transfert avec production de pièces*

Si le propriétaire de la rente, pour une raison quelconque, ne peut se présenter en personne chez l'agent de change, s'il a changé d'état civil (mineur devenu majeur, fille devenue femme mariée, etc.), s'il est décédé, il sera alors nécessaire de fournir, à l'appui du transfert, différentes pièces : procurations, actes de l'état civil, certificats de propriété ou autres, suivant

les cas. La responsabilité de l'agent de change qui certifiera la vérité de ces différentes pièces sera-t-elle encore absolue ?

*Procurations.* — Les procurations données pour transférer un titre de rente sur l'État doivent, en principe, être reçues en minute par un notaire ; c'est alors l'expédition qui est remise à l'agent de change ; il y a toutefois exception à cette règle lorsque la rente à transférer est inférieure à 50 fr. ; dans ce cas, une procuration notariée en brevet ou même une procuration sous seing privé suffit (ordonn. 5 mars 1823, art. 1). Cependant, en fait, les agents de change n'admettent que très rarement les procurations sous seing privé, depuis une délibération de la chambre syndicale du 11 octobre 1875 <sup>(1)</sup>.

Les agents de change, d'après l'article 16 de l'arrêté de prairial an X, doivent certifier la vérité des pièces produites, de la procuration par conséquent. Mais, dira-t-on, « l'authenticité de la procuration « couvre l'agent de change certificateur, puisqu'un « tel acte fait foi par lui-même de son contenu légale-

(1) Cette délibération fut prise à la suite d'un jugement rendu par le tribunal civil de Bordeaux du 14 juillet 1875, ayant déclaré le syndic des agents de change responsable d'un transfert opéré avec une procuration sous seing privé, légalisée par l'adjoint au maire de Bordeaux, et adressée au syndic par le trésorier-payeur général de la Gironde qui avait certifié le bordereau. Le pourvoi formé contre ce jugement fut rejeté par un arrêt de la Chambre des requêtes du 11 juillet 1876. D. 77. 1. 25.

« ment réputé vrai à l'égard de tous. La sincérité d'un  
« acte authentique ne se vérifie pas, elle s'impose.  
« Lors donc qu'une procuration notariée donne pou-  
« voir de vendre, la réalité et l'étendue des pouvoirs,  
« ainsi que la personnalité du vendeur, sont indiscu-  
« tables. Le rôle de l'agent de change se borne à  
« l'examen de la régularité extérieure de l'acte. »

A cette objection, on a fort bien répondu <sup>(1)</sup> que les règles sur l'institution du notariat et sur la foi due aux actes authentiques n'ont apporté aucune dérogation à l'arrêté de l'an X, qui conserve toute sa portée première, ces dispositions législatives coexistant sans s'annihiler, et que les articles 15 et 16 de l'arrêté de prairial n'autorisent aucune distinction entre les pièces sous seing privé et les pièces authentiques. « L'ar-  
« ticle 16 de l'arrêté de l'an X, ajoute M. Guénée <sup>(2)</sup>,  
« déclare expressément l'agent de change garant de  
« la vérité de la signature et des pièces produites, ce  
« qui montre bien que, même quand l'acte est au-  
« thentique, c'est sa *vérité*, et non pas seulement sa  
« régularité apparente qui est attestée. Une vérifica-  
« tion ne portant que sur la régularité extérieure de  
« la procuration n'y ajouterait rien et serait dénuée  
« d'utilité ; elle pourrait être faite tout aussi bien par

(1) Guénée, Note sous arrêt Cass. civ., 24 février 1903, D. 03. 1. 561 ; v. Buchère, *Traité théorique et pratique des opérations de Bourse*, 3<sup>e</sup> édition, n<sup>os</sup> 878 et 879.

(2) Guénée, *loc. cit.*

« un agent du Trésor. » Et M. Guénée remarque que le courtage perçu par l'agent de change est le même, que la procuration soit sous seing privé ou qu'elle soit authentique ; c'est donc une preuve de plus que la responsabilité est la même dans les deux cas.

M. Wahl <sup>(1)</sup>, à son tour, compare l'agent de change à un assureur vis-à-vis du propriétaire des titres : « Il importe peu, dit-il, que la foi due aux actes authentiques empêche l'agent de change de pouvoir discuter les droits du donneur d'ordre. N'ayant pas pu les discuter, l'agent de change n'a pas commis de faute, mais il n'en garde pas moins la qualité d'assureur.... Et autant on a de peine à concevoir qu'une présomption de faute soit imputée à une personne qui n'a pas pu commettre de faute, autant on comprend qu'un assureur soit obligé de payer l'indemnité d'assurance, en dehors de toute faute de sa part ayant occasionné le sinistre ; c'est même pour le cas où l'assureur n'a pas commis de faute que l'indemnité est stipulée ; cette stipulation est inutile, lorsque l'assureur, ayant commis une faute, est responsable dans les termes du droit commun. »

La jurisprudence a déjà été appelée plusieurs fois à juger cette question. Dans un arrêt du 23 janvier 1834 <sup>(2)</sup>, la Cour de Paris s'était prononcée dans le

(1) Wahl, Note sous arrêt Cass. civ., 24 février 1903, précité. S. C3. 1. 337.

(2) Dalloz, *Répertoire général*, v<sup>o</sup> Bourse de commerce, n<sup>o</sup> 374.

sens de l'irresponsabilité de l'agent de change. La Cour de Cassation, et on peut aujourd'hui considérer sa jurisprudence comme solidement assise, s'est prononcée en sens contraire, notamment dans deux arrêts, l'un de la Chambre des requêtes du 11 juillet 1876 précité <sup>(1)</sup>, l'autre de la Chambre civile du 24 février 1903 <sup>(2)</sup>.

Voici dans quelles circonstances a été rendu ce dernier arrêt :

M. Amanieu de Viel-Castel était propriétaire de deux titres de rente 3 °/o sur l'État français nominatifs, l'un de 1,000 fr., l'autre de 3,000 fr. Il avait déposé ces titres à la Banque de France, qui lui en avait remis un récépissé. Son frère, M. Ulric de Viel-Castel, par une série de faux, parvint à emprunter une somme de 110,000 fr. sur ces titres qu'il donna en nantissement, puis, au moyen d'une fausse procuration, fit vendre lesdits titres par un agent de change de Paris. M. Amanieu de Viel-Castel, ayant eu connaissance de ces faits, actionna en dommages et intérêts un certain nombre de personnes qui avaient été mêlées à l'affaire, notamment l'agent de change.

Le tribunal civil de la Seine, par un jugement du

(1) D. 77. 1. 25. Il s'agissait, il est vrai, dans le cas soumis à la Cour, d'une procuration sous seing privé, légalisée par un adjoint; mais les motifs de l'arrêt s'appliquent aussi bien à une procuration authentique.

(2) D. 03. 1. 561. S. 03. 1. 337, précité.

29 janvier 1898 <sup>(1)</sup>, confirmé par un arrêt de la Cour de Paris du 20 février 1900, avait conclu à la non-recevabilité de la demande en dommages et intérêts de M. Amanieu de Viel-Castel contre l'agent de change.

« Attendu, disait ce jugement, qu'il est manifeste  
« que Sargenton (l'agent de change), dont l'absolue  
« bonne foi est admise par le demandeur lui-même,  
« n'a commis aucune faute de droit commun....

« Attendu que le demandeur, comprenant que son  
« action manquerait de base s'il invoquait une sem-  
« blable faute, cherche à tirer de l'arrêté de prairial  
« an X le principe d'une responsabilité légale contre  
« Sargenton, pour avoir certifié, au moment du trans-  
« fert, la vérité des pièces produites ; qu'il invoque à  
« cet effet l'article 16 de cet arrêté disposant que  
« l'agent de change est, par le seul effet de sa certifi-  
« cation, responsable de la validité des transferts en ce  
« qui concerne l'identité du propriétaire, la vérité de sa  
« signature et des pièces produites. Mais attendu que  
« cette responsabilité inflexible et absolue de l'agent  
« de change, édictée avec raison du reste dans l'in-  
« térêt public, ne peut pas être étendue au delà  
« des termes de la loi ; que d'après l'arrêté de prai-  
« rial, c'est la vérité de la pièce produite en elle-  
« même que l'agent de change doit certifier, et que,

(1) D. 03. 4. 561.

« par suite, il se conforme à cette règle lorsqu'il  
« affirme que l'expédition d'un acte notarié présente  
« dans sa forme extérieure toutes les conditions pres-  
« crites par la loi ; qu'on ne saurait aller plus loin et  
« lui imposer de certifier la vérité de la minute elle-  
« même, dont le caractère légal d'authenticité s'im-  
« pose à tous ; qu'admettre une solution contraire, ce  
« serait soumettre l'agent de change à une responsabi-  
« lité contre laquelle il ne lui serait pas possible de se  
« prémunir ; qu'il est inadmissible que le législateur  
« ait voulu atteindre un pareil résultat, si contraire aux  
« principes généraux de notre droit public. Attendu,  
« dès lors, que les actes authentiques reçus par  
« M<sup>r</sup> Bizet (le notaire) faisant foi de ce qui s'y trouvait  
« énoncé, et étant légalement vrais pour le Trésor aussi  
« bien que pour l'agent de change, celui-ci n'avait  
« pas à certifier leur vérité ; que sa responsabilité est  
« donc entièrement dégagée. »

Mais l'arrêt de la Cour de Paris, qui avait adopté les motifs du jugement précité, fut cassé par la Cour suprême, le 24 février 1903, pour les motifs suivants :

« Attendu qu'aux termes de l'article 15 de l'arrêté  
« du 27 prairial an X, combiné avec l'article unique  
« de la loi du 20 juin 1885, les transferts d'inscrip-  
« tions sur le Grand-Livre de la dette publique sont  
« faits par l'intermédiaire d'un agent de change  
« chargé de certifier l'identité du propriétaire, la vé-

« rité de sa signature et des pièces produites. Et que  
« d'après l'article 16 du même arrêté demeuré en  
« vigueur, l'agent de change est, par le seul effet de  
« sa certification, responsable pendant cinq ans de  
« la validité du transfert en ce qui concerne les points  
« qu'il a certifiés. Attendu que cette disposition, des-  
« tinée à assurer la sécurité des transferts et à déga-  
« ger dans la mesure du possible la responsabilité du  
« Trésor, intéresse le crédit public ; que le but pour-  
« suivi par le législateur en l'édicant, et les termes  
« par lui employés dans l'article 16 précité, démon-  
« trent que la garantie mise à la charge de l'agent de  
« change a un caractère absolu ; que, par suite, elle  
« peut être invoquée, alors même que la certification  
« a porté sur des actes authentiques, sauf à l'agent  
« de change à exercer tel recours que de droit contre  
« l'officier public qui aurait dressé des actes conte-  
« nant des mentions fausses ou erronées ; que la loi  
« du 25 ventôse an XI sur le notariat n'a point modi-  
« fié le principe posé dans l'arrêté du 27 prairial. »

Les termes de ce dernier arrêt sont si formels et si précis, comme du reste ceux de l'arrêté de prairial, qu'il est difficile de discuter la solution de la Cour de Cassation. On peut cependant se demander si telle était bien la pensée des rédacteurs de l'arrêté de prairial, ou tout au moins si ceux-ci avaient prévu toutes les conséquences du principe qu'ils posaient. Que vait-il arriver, en effet ? Toutes les fois qu'un agent de

change sera chargé de faire opérer le transfert d'un titre de rente au moyen d'une procuration, il s'entourera de toutes les précautions possibles, surtout s'il s'agit d'un titre important ; de là des lenteurs et peut-être même un refus de procéder au transfert, car l'agent de change pourra toujours ne pas se considérer comme suffisamment sûr de la vérité de la procuration. En tout cas, la vérification sera toujours très difficile, « jamais impossible, ajoute M. Guénée <sup>(1)</sup>, car, « dit-il, rien n'empêche l'agent de change de faire « comparer, dans l'étude du notaire, l'expédition de « la procuration avec la minute ; rien ne l'empêche « non plus de se mettre en relation avec le mandant « pour s'assurer de la réalité de ses ordres. »

Le premier moyen, évidemment, est possible en théorie ; mais en pratique, on ne s'imagine guère l'agent de change ou son envoyé se présentant en l'étude d'un notaire, et lui demandant de comparer l'expédition avec la minute ; et puis, ce moyen n'aura aucune valeur s'il s'agit d'un faux par supposition de personne. Le deuxième est peut-être plus efficace, mais encore faut-il concevoir la possibilité pour le faussaire de continuer à se faire passer pour le véritable propriétaire, vis-à-vis de l'agent de change qui voudrait se mettre en relation avec ce dernier.

Il est vrai que la rigueur de la solution de la Cour

(1) Guénée, *loc. cit.*

suprême est tempérée par le recours que pourra exercer l'agent de change contre le notaire rédacteur de la procuration. Mais ce recours sera-t-il toujours bien efficace? Considérons les deux hypothèses suivantes :

*Le notaire est de mauvaise foi.* — Le notaire sera de mauvaise foi, soit qu'il ait introduit sciemment dans l'expédition des pouvoirs que ne contenait pas la minute, soit, ce qui revient au même, qu'il ait délivré une expédition d'une minute qui n'existait pas, soit enfin qu'il ait su pertinemment que le signataire de la procuration n'était pas le propriétaire du titre.

Remarquons d'abord que ces cas, en raison de leur gravité, sont de nature à ne se présenter que très rarement. Cela est arrivé cependant <sup>(1)</sup>. Mais un notaire ne se rendra coupable d'un tel faux que pour s'approprier la somme à provenir de la vente du titre ou la partager avec un complice; il est alors probable que sa situation pécuniaire sera bien précaire, et que, par conséquent, le recours de l'agent de change contre lui n'aura que très peu d'efficacité.

*Le notaire est de bonne foi.* — Le notaire sera de bonne foi, soit que par erreur il n'ait pas délivré l'expédition conforme à la minute, cas excessivement rare, soit qu'il se soit trompé ou qu'il ait été trompé sur l'identité du mandant; ce dernier cas, qui peut se

(1) V. Paris, 23 janv. 1834 précité. Dalloz, *Répertoire général*, v<sup>o</sup> Bourse de commerce, n<sup>o</sup> 374.

présenter plus fréquemment, seul nous retiendra quelques instants.

Aux termes de l'article 11 de la loi du 25 ventôse an XI, « le nom, l'état et la demeure des parties devront être connus des notaires, ou leur être attestés par deux citoyens connus d'eux. »

« Il résulte de ce texte, dit M. Guénée <sup>(1)</sup>, que le notaire n'est tenu de se faire attester l'identité des comparants, que s'il ne les connaît pas. S'il les connaît, ou, ce qui revient au même, s'il a de justes raisons de croire qu'il les connaît, il n'est pas obligé de se conformer, pour l'attestation de l'identité, aux prescriptions de cet article. D'ailleurs, la question de savoir si le notaire connaît ou non celui qui comparait devant lui est souverainement tranchée par les juges du fond. »

Si la procuration pour vendre a été dressée sans témoins certificateurs, il est certain que le notaire est responsable de l'erreur sur l'identité du comparant, et que l'agent de change a un recours contre lui; mais il est fort peu probable que le notaire ait négligé de se faire attester par des témoins certificateurs l'identité de personnes qu'il ne connaissait pas. Et encore, le notaire sera-t-il déchargé de toute responsabilité toutes les fois qu'il aura eu de *justes raisons* de croire qu'il connaissait son client. C'est ce qu'a décidé

<sup>(1)</sup> Guénée, *loc. cit.*

l'arrêt de la Cour de Cassation, du 24 février 1903, précité.

Reste le cas où l'identité du comparant a été attestée par des témoins certificateurs. Le notaire est alors complètement déchargé, si ces témoins remplissent les conditions indiquées par la loi (loi du 25 ventôse an XI, art. 11). Il faut d'abord que, comme les témoins instrumentaires, ils soient citoyens français, domiciliés dans l'arrondissement où l'acte est passé, et sachent signer <sup>(1)</sup>. Il faut ensuite que les témoins soient connus du notaire. Cependant, ainsi que le fait remarquer M. Édouard Clerc <sup>(2)</sup>, « cette connaissance  
« personnelle et antérieure n'est pas indispensable.  
« Dans les grands centres de population, ce serait  
« exiger l'impossible; mais alors il faut que le notaire  
« s'assure de l'individualité des témoins, de leurs  
« nom, prénoms, qualité et demeure. En un mot, il  
« doit au moins connaître les témoins par les infor-  
« mations et renseignements pris avec le plus grand  
« soin sur leur compte. Bien plus, un notaire scrupuleux, observateur de ses devoirs, doit autant que possible ne recevoir la déclaration que de personnes

(1) La loi du 7 décembre 1897 a accordé aux femmes le droit d'être témoins instrumentaires dans les actes authentiques. Mais on se demande si, étant mariées, elles peuvent être témoins certificateurs à raison de l'action en responsabilité qu'elles peuvent encourir. V. sur ce point Bezar-Falgas, *op. cit.*, n° 118.

(2) Édouard Clerc, *Formulaire du notariat*, t. II, n° 287.

« dignes de foi, dont la réputation et la moralité n'ont  
« jamais été mises en doute. »

Si donc la procuration a été reçue sur l'attestation de témoins remplissant les conditions voulues par la loi, le notaire est complètement déchargé, et l'agent de change ne peut plus exercer de recours que contre les témoins. Mais ce recours risquera bien d'être illusoire, car ceux-ci n'offriront pas toujours une surface suffisante : ils pourront même être complètement déchargés, en cas d'erreur, sur les prénoms notamment : « La disposition de l'article 11, concernant  
« les noms des parties, dit M. Édouard Clerc <sup>(1)</sup>,  
« ne peut être étendue aux prénoms, lesquels n'ont  
« pas la même notoriété que les noms de famille. On  
« pousserait la rigueur au delà de toute limite raison-  
« nable si l'on voulait rendre le notaire, qui est de  
« bonne foi, responsable de ce que les parties lui au-  
« raient déclaré de faux prénoms (Dalloz, Oblig.  
« 3393, Cass., 8 janvier 1823 <sup>(2)</sup>). »

En présence de cette jurisprudence de la Cour suprême, les agents de change refuseront certainement de faire opérer un transfert avec une procuration authentique dans laquelle l'identité du mandant aura été attestée par des témoins certificateurs. Mais alors comment le propriétaire d'une inscription de rente,

(1) Édouard Clerc, *op. cit.*, t. II, n° 284.

(2) *Journal du Palais*, année 1822-1823, p. 797.

inconnu d'un notaire, pourra-t-il faire dresser une procuration à l'effet de vendre cette inscription ?

M. Defrénois <sup>(1)</sup> indique le moyen suivant : « Avant  
« de dresser la procuration, le notaire se fait attester  
« dans un acte séparé, reçu en minute, l'identité du  
« mandant par deux témoins certificateurs ; il établit  
« ensuite la procuration sans faire mention des té-  
« moins, puisqu'il a dans son étude un acte établis-  
« sant l'identité du mandant. »

Cette manière de procéder mettra évidemment le notaire à l'abri contre tout recours, puisqu'il aura eu de *justes raisons* de croire qu'il connaissait son client. Mais alors les agents de change vont refuser aussi les procurations authentiques dressées sans témoins certificateurs, puisque même en pareil cas ils ne seront pas certains d'avoir un recours contre le notaire rédacteur. Nous arrivons donc à cette conclusion, que les agents de change pourront refuser toute espèce de procuration.

Ce système de la jurisprudence, ainsi que le faisait remarquer l'agent de change Sargenton, dans son mémoire en défense devant la Cour de Cassation <sup>(2)</sup>, va obliger les agents de change à mettre en suspicion tout le corps notarial, et à aller faire sur place des vérifications d'identité. Une semblable obligation ap-

(1) Defrénois, *Répertoire général du notariat, jurisprudence et pratique notariale*, année 1904, n° 13977.

(2) Arrêt précité du 24 février 1903.

porterait les obstacles les plus sérieux à la libre circulation des rentes, et porterait, par suite, atteinte au crédit public. « Comment au surplus, ajoutait le mé-  
« moire, contester aux notaires le pouvoir de confé-  
« rer l'authenticité absolue aux actes de procuration  
« concernant la vente et le transfert des rentes, alors  
« que ce sont eux qui ont la mission de délivrer les  
« certificats de propriété à l'aide desquels s'opère la  
« mutation des inscriptions en cas de partage de suc-  
« cession ou de communauté, de donation, etc. ? »

Toutes ces considérations ont une grande valeur, et nous nous demanderons à la fin de cette étude si, en législation, les dispositions de l'arrêté de prairial ne mériteraient pas d'être modifiées. Mais actuellement, en présence des articles 15 et 16 de cet arrêté, il nous paraît impossible de décharger l'agent de change, à raison de ce que la procuration donnée est authentique.

*Actes de l'état civil, certificats de propriété et autres pièces.* — Les articles 15 et 16 de l'arrêté de prairial sont si formels qu'ils sembleraient devoir s'appliquer à toutes les pièces produites. Cependant nous allons essayer de démontrer que lorsque ces pièces sont autres que des procurations, l'agent de change ne doit plus être déclaré responsable de leur vérité.

Remarquons d'abord qu'en cas de production d'un certificat de propriété tout au moins, la responsabilité de l'agent de change serait exorbitante. Nous aurons l'occasion plus tard de nous étendre longue-

ment sur les certificats de propriété ; mais dès à présent nous observerons qu'ils sont délivrés par certains officiers publics, généralement les notaires, au vu d'actes, jugements, pièces en leur possession, dont ils ont seuls la mission et le pouvoir d'interpréter les termes. Il serait donc dur de rendre l'agent de change responsable de la vérité de ces certificats. Mais cette considération ne serait pas suffisante pour nous permettre d'écarter la responsabilité de l'agent de change, et puis elle ne s'applique qu'aux certificats de propriété. L'explication suivante, qui est générale, nous paraît préférable.

Le transfert réel qui doit s'opérer au vu d'actes de l'état civil, d'un certificat de propriété, de délibérations de conseils de famille, etc., pourrait, à notre avis, s'analyser en deux transferts successifs. Le premier serait un transfert de forme, une mutation, pour employer l'expression consacrée au Trésor, par lequel le Trésor reconnaîtrait comme titulaire, soit l'ancien, mais avec des modifications dans son état civil, soit un autre, héritier, donataire, légataire de l'ancien : nous déterminerons plus loin sur qui pèse la responsabilité d'un pareil transfert. Puis, ce transfert opéré, le nouveau titulaire requerrait un transfert réel pur et simple, et c'est alors seulement qu'interviendrait l'agent de change pour certifier l'identité de ce nouveau titulaire, la vérité de sa signature et, s'il y avait lieu, de sa procuration.

D'ailleurs notre manière de voir est confirmée par la pratique suivie au Trésor. En effet, toutes les fois qu'un transfert réel est demandé par un titulaire dont l'état civil n'est plus le même que celui indiqué sur le titre, ou par l'héritier, le donataire ou le légataire du titulaire, le Trésor examine d'abord les pièces produites, puis, si elles lui paraissent régulières, admet le transfert. L'agent de change alors seulement négocie le titre, et fait opérer le transfert réel.

Il n'est pas à notre connaissance que les tribunaux aient eu à se prononcer sur la responsabilité de l'agent de change en pareil cas. Cependant si, en présence des termes formels des articles 15 et 16 de l'arrêté de prairial, la jurisprudence venait à déclarer l'agent de change responsable de la vérité de toutes les pièces produites, un moyen s'offrirait à lui pour parer à ce danger : il refuserait de participer à un transfert autre qu'un transfert réel pur et simple, de sorte que le propriétaire de la rente devrait au préalable faire changer l'immatricule de son titre au moyen d'une mutation.

Nous venons d'établir que l'agent de change est responsable de l'identité du propriétaire, de la vérité de sa signature et de certaines pièces produites, et cela par le seul fait de sa certification, alors même qu'il n'a commis aucune faute. Est-il dans la même mesure responsable de la capacité de ce propriétaire ? En

présence des termes formels de l'arrêté de prairial an X, il est difficile de l'admettre, car des dispositions exceptionnelles comme celles de cet arrêté ne doivent pas être étendues en dehors du texte. Il est vrai que l'article 7 du décret du 7 octobre 1890 prescrit à l'agent de change qui doit procéder à la négociation de valeurs appartenant à un mineur de s'assurer auparavant que la négociation a été autorisée dans les conditions déterminées par la loi du 27 février 1880 ; mais cet article, lui aussi, est spécial, et doit être interprété restrictivement, et d'ailleurs, dit M. Wahl <sup>(1)</sup>, « le décret n'a que le caractère réglemen-  
« taire et ne peut modifier les principes. » En dehors de ce cas, nous croyons donc que l'agent de change ne sera responsable que dans les termes du droit commun en cas de faute de sa part (art. 1382 C. civ.) <sup>(2)</sup>, notamment lorsque le titre faisait mention de l'incapacité.

Contre notre solution on pourrait invoquer le passage suivant d'une lettre de M. le ministre des finances au syndic des agents de change de Paris, en date du 25 septembre 1851 : « Il faut, nécessaire-  
« ment, qu'avant de certifier le transfert, ils (les  
« agents de change) vérifient les qualités de leurs

(1) Note sous arrêt précité, Paris, 21 février 1896, S. 98. 2. 289.

(2) En ce sens, Duvert, *Traité du contentieux des transferts*, p. 49 ; Wahl, Note sous arrêt précité. En sens contraire, Conseil d'État, 49 mars 1880, D. 81. 3. 49 ; de Bray, *op. cit.*, n° 306.

« clients pour s'assurer de leur capacité, et savoir  
« s'ils pourront valablement se dessaisir entre leurs  
« mains. Il y a là une obligation naturelle à laquelle  
« nul contractant ne peut se soustraire, l'agent de  
« change moins que tout autre. »

Cette objection n'a que très peu de valeur, l'opinion de M. le ministre des finances émise dans cette lettre ne pouvant servir de base légale à une action en responsabilité contre l'agent de change.

En dehors de la responsabilité qu'ils encourent à raison des certifications qu'ils ont à faire, les agents de change peuvent encore être responsables, à raison de toute espèce de fautes qu'ils pourraient commettre dans le cours des opérations nécessitées par le transfert, en leur qualité de négociateurs, par exemple. Mais l'étude de cette responsabilité ne rentre pas dans le plan que nous nous sommes tracé. Notons seulement en passant, sauf à y revenir plus tard, l'importance de la distinction de la responsabilité incombant aux agents de change en vertu des articles 15 et 16 de l'arrêté de prairial an X, et de celle qui résulte de l'application des règles du droit commun, au point de vue de la prescription, quinquennale dans le premier cas, trentenaire dans le second.

Des règles que nous venons d'établir relativement

à la responsabilité des agents de change en matière de transferts réels, ressort-il que le Trésor soit déchargé complètement? Nous ne le pensons pas. D'abord, le Trésor est responsable du fait de ses employés (art. 1384 C. civ.) <sup>(1)</sup>. Mais là ne se borne pas, à notre avis, la responsabilité du Trésor. Notamment, en cas d'incapacité du titulaire, nous admettons que le Trésor est responsable principalement, et qu'il n'a un recours contre l'agent de change que si ce dernier a commis une faute. Cette solution est imposée par le texte de l'article 16 de l'arrêté de prairial an X qui, ainsi que nous l'avons dit, est limitatif : puisque ce texte ne déclare pas l'agent de change responsable en principe de la capacité du propriétaire, c'est le Trésor qui, comme une Société quelconque et suivant les règles que nous étudierons bientôt, doit garantir l'incapable du dommage que lui cause un transfert illégalement effectué <sup>(2)</sup>.

Quant aux trésoriers-payeurs généraux et aux receveurs particuliers qui sont appelés à faire des opérations d'achat ou de vente pour le compte des particu-

(1) Paris, 25 janvier 1833. Cass. rej., 29 février 1836; Dalloz, *Répertoire général*, v<sup>o</sup> Bourse de commerce, n<sup>o</sup> 377, S. 33. 2. 410 et 36. 1. 293.

(2) En ce sens, Minard, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 283. En sens contraire, de Bray, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 311; mais cet auteur part du principe que le Trésor ne fait que jouer un rôle purement passif dans les transferts, principe contraire à la théorie que nous avons admise relativement à la responsabilité des établissements débiteurs.

liers, leur responsabilité, n'étant déterminée par aucun texte, doit être celle du droit commun (art. 1382 C. civ.) <sup>(1)</sup>. Mais il a été décidé que les percepteurs ne sont pas les préposés des trésoriers-payeurs et des receveurs particuliers, dont, par suite, ils n'engagent pas la responsabilité en commettant un détournement <sup>2</sup>. Cette intervention des percepteurs est aujourd'hui prohibée (Circul. du mouv. gén. des fonds du 12 oct. 1880).

## § 2. — *Conversions*

Les règles que nous venons d'exposer pour les transferts réels sont identiquement les mêmes pour les conversions du nominatif au porteur. La conversion n'est-elle pas, en effet, un transfert au profit d'une personne indéterminée ? D'ailleurs, les mêmes formalités sont exigées par l'ordonnance du 29 avril 1831, qui a créé les rentes au porteur et dont l'article 2 est ainsi conçu : « Pour opérer cette conversion, le propriétaire de l'inscription de rente nominative devra la déposer au Trésor public (bureau des transferts et mutations), accompagnée d'une déclaration de transfert dans la forme ordinaire, signée de lui et certifiée par un agent de change. »

Pour les rentes sur l'État, la conversion doit donc être considérée comme un véritable transfert réel.

(1) Cass. req., 14 avril 1875, D. 76. 1. 154.

(2) Cass., 8 août 1882, rapp. dans de Bray; *op. cit.*, n° 315.

### § 3. — *Transferts de forme ou Mutations*

En matière de rentes sur l'État, les transferts de forme sont appelés *mutations*.

Le transfert de forme, ou mieux la mutation, s'opère par les soins du Trésor, sans le concours d'agent de change, et uniquement au vu de diverses pièces, qui varient selon les cas.

Lorsque la mutation n'a pour but que de constater un changement de qualité du titulaire, il suffit de produire au Trésor soit les actes de l'état civil qui établissent la majorité, le mariage, le convol en secondes noces, soit l'extrait de la délibération du conseil de famille qui a nommé un tuteur, etc. <sup>(1)</sup>. Il n'y a pas alors, à proprement parler, mutation, c'est plutôt une mesure d'ordre.

La responsabilité du Trésor ne serait engagée, en pareil cas, que si la mutation avait été opérée au vu de pièces irrégulières en la forme, cas de nature à se présenter rarement, le Trésor faisant toujours un examen très sérieux et très complet des pièces produites. En toute autre hypothèse, c'est-à-dire si les pièces produites, quoique régulières en la forme, contenaient des erreurs, ce serait aux officiers publics qui auraient délivré ces pièces qu'il appartiendrait de réparer le

(1) V. de Bray, *op. cit.*, n° 366. La viduité de la femme donne toujours lieu à liquidation et nécessite la production d'un certificat de propriété, comme l'ouverture d'une succession.

préjudice résultant de la mutation indûment effectuée ; mais leur responsabilité étant régie par les règles du droit commun (art. 1382 C. civ.), nous n'insisterons pas davantage.

Toutes les fois qu'il s'agira d'effectuer une mutation proprement dite, c'est-à-dire en cas de succession, viduité de la femme, donation, legs, partage, nantissement<sup>(1)</sup>, dation en paiement, cession de nue propriété ou d'usufruit<sup>(2)</sup>, revendication en justice, il faudra produire une pièce, qu'on appelle *certificat de propriété*. Cela résulte des termes de l'article 6 de la loi du 28 floréal an VII ainsi conçu :

« En cas de mutations autres que celles ci-dessus  
« exprimées c'est-à-dire autres que celles qui s'effectuent par un transfert réel), le nouvel extrait d'inscription sera délivré à l'ayant droit sur le simple rapport de l'ancien extrait et d'un certificat de propriété ou acte de notoriété contenant ses nom, prénoms et domicile, la qualité en laquelle il procède et possède. l'indication de sa portion dans la rente et l'époque de sa jouissance. »

La rédaction de cet article, qui semble prescrire in-

(1) Nous faisons rentrer le transfert de garantie dans les mutations, les règles étant les mêmes, en matière de rentes sur l'État tout au moins. Nous verrons qu'il n'en sera pas de même pour les actions et obligations des Sociétés.

(2) La cession de la toute propriété ne peut s'opérer que par un transfert réel, avec le ministère d'un agent de change. V. *supra*, p. 46.

différemment à l'appui des mutations de rente la production d'un certificat de propriété ou d'un acte de notoriété, pourrait laisser supposer que ce dernier acte peut suffire. Il n'en est rien : l'acte de notoriété dont parle l'article 6 est celui qui se trouve contenu dans le certificat de propriété délivré par le juge de paix, ainsi que nous le verrons bientôt, sur l'attestation de deux témoins ; l'acte de notoriété et le certificat de propriété, en pareil cas, ne font qu'un. Quant aux actes de notoriété que les notaires dressent après décès à défaut d'inventaire, comment soutenir qu'ils sont suffisants pour obtenir une mutation ? S'ils contiennent bien les nom, prénoms et domicile de l'héritier, ils n'indiquent ni sa portion dans la rente ni l'époque de sa jouissance ; ils sont conçus en termes généraux, de manière à permettre à l'héritier de justifier de sa qualité à tous ceux qu'il appartiendra. Il est vrai que rien ne s'opposerait à ce qu'un acte de notoriété, dressé par un notaire, contienne toutes les mentions qu'indique l'article 6 de la loi de floréal an VII ; mais, en pareil cas, il n'y aurait plus simplement acte de notoriété, il y aurait en même temps certificat de propriété <sup>(1)</sup>.

(1) Cette distinction est importante au point de vue de l'honoraire à percevoir par le notaire, l'acte de notoriété pur et simple donnant droit à un honoraire fixe, le certificat de propriété à un honoraire proportionnel, en pareil cas tout au moins.

La plupart des auteurs qui ont traité des mutations des rentes sur l'État citent un arrêt de la Cour de Cassation du 14 avril 1824,

« Le certificat de propriété est l'acte par lequel un  
« officier public atteste, dans certains cas prévus par  
« la loi, les droits de propriété ou de jouissance d'une  
« ou plusieurs personnes sur des valeurs détermi-  
« nées (1). »

Il ne doit jamais être délivré qu'un seul certificat de propriété pour la même mutation

La compétence des officiers publics chargés de délivrer les certificats de propriété est déterminée par l'article 6 *in fine* de la loi du 28 floréal an VII, précitée.

Mais avant de préciser les cas où chacun d'eux est compétent, et d'étudier la responsabilité qui leur incombe, remarquons que le Trésor est le plus souvent couvert par le certificat de propriété. Sa responsabilité ne se concevrait que dans le cas où il aurait admis un certificat irrégulier en la forme, ou émanant d'un officier public incompétent ; cependant, en fait, les agents du Trésor examinent les certificats de propriété au fond, et toutes les fois que la propriété de

comme ayant décidé que le Trésor était fondé à ne pas admettre un simple acte de notoriété et à exiger un certificat de propriété. Cet arrêt, rapporté dans le *Journal du Palais*, année 1823-1824, p. 630, et le *Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation rendus en matière civile*, année 1824, p. 128, a trait aux arrêts rendus par un tribunal pour constater l'existence de telle ou telle ancienne coutume, lesquels arrêts étaient qualifiés d'actes de notoriété, et non pas aux actes de notoriété qui nous intéressent.

(1) Berthaut et Amiaud, *Manuel-formulaire des certificats de propriété*, p. 1.

celui au profit de qui l'inscription nouvelle est requise ne leur paraît pas solidement assise, ils refusent d'opérer la mutation ; il faut alors, ou modifier le certificat dans le sens qu'ils indiquent, ou obtenir des tribunaux une décision qui ordonne la mutation.

« Le certificat sera délivré, dit l'article 6 de la loi  
« précitée, par le notaire détenteur de la minute,  
« lorsqu'il y aura eu inventaire ou partage public, ou  
« transmission gratuite entre vifs ou par testament. Il  
« le sera par le juge de paix du domicile du décédé sur  
« l'attestation de deux témoins, lorsqu'il n'existera au-  
« cun desdits actes en forme authentique. Si la muta-  
« tion s'est opérée par jugement, le greffier dépositaire  
« de la minute délivrera le certificat. Quant aux suc-  
« cessions ouvertes à l'étranger, les certificats délivrés  
« par les magistrats autorisés par les lois du pays  
« seront admis, lorsqu'ils seront rapportés dûment  
« légalisés par l'agent de la République française. »

La loi nous indique donc comme ayant compétence pour délivrer les certificats de propriété, les notaires, les juges de paix, les greffiers et les magistrats étrangers.

#### I. — NOTAIRES

La compétence des juges de paix et des greffiers, ainsi que nous le verrons bientôt, est spéciale ; celle des notaires, au contraire, est générale. D'abord, tout le monde admet que l'énumération des actes contenue en l'article 6 de la loi du 28 floréal an VII

n'est nullement limitative, et que le certificat de propriété peut être délivré par le notaire détenteur d'un acte translatif de propriété quelconque, tel que contrat de mariage, transport de droits successifs, acceptation de donation, délivrance de legs, nantissement, dépôt d'acte sous seings privés avec reconnaissance d'écriture <sup>(1)</sup>.

Pour être compétent, le notaire doit être détenteur des actes établissant la propriété des ayants droit ; s'il n'est détenteur que d'une ou de quelques-unes des minutes de ces actes, il se fait déposer pour minute les expéditions ou extraits des autres actes reçus par d'autres notaires, et ce dépôt est autorisé même pour les actes reçus par des notaires du même ressort que le notaire certificateur. Cependant, dans ce dernier cas, il est d'usage, à Paris surtout, de faire concourir à la délivrance du certificat tous les notaires détenteurs des actes fixant la propriété. Mais le notaire qui ne serait détenteur d'aucune minute ne serait jamais compétent, même en se faisant déposer les expéditions de tous les actes établissant les droits des nouveaux propriétaires.

Lorsque plusieurs notaires sont dépositaires des minutes de ces actes, l'un d'eux a-t-il sur les autres un droit de préférence pour la délivrance du certificat ? Cette question sera le plus souvent résolue

(1) Le dépôt pur et simple ne suffirait pas, car il ne confère pas l'authenticité à l'acte déposé.

par les règlements des chambres des notaires. D'ailleurs elle n'a pas grand intérêt au point de vue qui nous occupe.

Une autre question plus importante est celle de savoir si le notaire détenteur de la seule minute d'un acte de notoriété dressé par lui à défaut d'inventaire, après le décès d'un titulaire d'une inscription de rente, est compétent pour délivrer le certificat de propriété à l'ayant droit du défunt. Nous verrons qu'en pareil cas le juge de paix est compétent puisqu'il n'existe aucun acte authentique fixant les droits des parties ; mais sa compétence est-elle exclusive de celle du notaire ? Une stricte interprétation de l'article 6 de la loi du 28 floréal an VII nous conduirait forcément à répondre affirmativement ; car le législateur, s'il avait voulu admettre concurremment la compétence du notaire et celle du juge de paix, se serait exprimé autrement qu'il ne l'a fait. D'ailleurs le certificat de propriété, émanant du juge de paix du domicile du défunt, offrira plus de garantie que celui délivré par un notaire quelconque <sup>(1)</sup>.

Pour soutenir l'opinion adverse, on peut se baser sur les dispositions générales de la loi du 25 ventôse an XI, et, en pratique, le Trésor admet les certificats de propriété émanant d'un notaire détenteur de la

(1) V., en ce sens, Paris, 30 juillet 1853. D. 54. 2. 70. V. aussi Amiaud, dissertation dans la *Revue du notariat et de l'enregistrement*, année 1878, n° 5625.

seule minute d'un acte de notoriété. Cet usage qui offre peu d'inconvénients, lorsque le certificat est délivré par un notaire du ressort du domicile du défunt, peut, au contraire, devenir très dangereux lorsqu'il l'est par un autre notaire, et nous n'hésitons pas à décider que, dans ce dernier cas, le Trésor devrait être déclaré subsidiairement responsable lorsque les témoins de l'acte de notoriété et le notaire certificateur n'auraient pu réparer entièrement le préjudice résultant d'un transfert opéré au profit d'un non-propriétaire.

La mission du notaire certificateur est délicate et périlleuse : délicate, parce qu'il doit non seulement s'assurer de la régularité des actes ou expéditions d'actes sur lesquels il s'appuie pour attester le droit d'un nouveau propriétaire, mais et surtout en interpréter les clauses et conditions; périlleuse, parce qu'en cas d'erreur ou simplement de fausse interprétation de sa part, il est tenu de réparer le préjudice qu'il a pu causer. Aussi, le notaire n'est pas tenu, pour la délivrance des certificats de propriété, comme pour les autres actes, de prêter son ministère toutes les fois qu'il en est requis : il peut et même il doit s'y refuser, si le droit dont on lui demande la constatation ne lui paraît pas suffisamment établi. Mais dès qu'il a consenti à prêter son ministère, il est responsable de la vérité des faits qu'il atteste dans le certificat; son devoir, en effet, est de prendre une connaissance très

approfondie des actes au vu desquels il délivre le certificat de propriété, de vérifier scrupuleusement s'ils sont réguliers au fond et en la forme, si les diverses transmissions visées ont été faites par les véritables ayants droit ou leurs représentants dûment autorisés suivant les formes légales. C'est alors seulement qu'il doit délivrer le certificat de propriété dans lequel il donne l'analyse des pièces visées sur lesquelles il fonde son attestation.

Le notaire certificateur peut-il se voir déclarer responsable de l'incapacité des ayants droit? En principe, il ne peut être accusé d'imprudence pour n'avoir pas attesté dans le certificat leur état et leur capacité <sup>(1)</sup>. Mais, et c'est ce qui arrivera le plus souvent, si le notaire délivre un certificat de propriété en conséquence d'un acte qui est au nombre de ses minutes, et dans lequel les ayants droit ont agi comme parties, il répondra tout à la fois et de la vérité des faits énoncés dans son certificat, des formalités relatives au partage ou à tout autre mode de délivrance, et de l'état et de la capacité des nouveaux propriétaires au moment de l'acte. La loi de ventôse an XI lui impose en effet de s'assurer de l'état et de la capacité de ceux qui comparaissent devant lui pour donner l'authenticité à leurs conventions <sup>(2)</sup>.

(1) Cass. rej., 8 août 1827. D., *Répertoire général*, v<sup>o</sup> Bourse de commerce, n<sup>o</sup> 373.

(2) Dalloz, *Répertoire général*, v<sup>o</sup> Certificat de propriété, n<sup>o</sup> 18.

Lorsque plusieurs notaires concourent à la délivrance d'un même certificat de propriété, doivent-ils être déclarés responsables chacun de la régularité des actes en sa possession et de la vérité des faits y relatés, ou au contraire être considérés comme engagés collectivement, c'est-à-dire comme répondant tous en général et chacun en particulier de l'exactitude du certificat dans tout son contenu? Le Trésor n'admet pas les certificats où les notaires font leur attestation, *chacun en ce qui le concerne*; de sorte que leur certification est toujours collective et les rend par suite tous responsables de la vérité du certificat dans son entier. Mais il va sans dire que ceux des notaires dont la faute ou la négligence aurait occasionné un recours contre les autres notaires certificateurs, devraient indemniser ceux-ci du préjudice causé.

Dans tous les cas, la responsabilité du notaire certificateur est celle du droit commun (art. 1382 C. civ.), puisqu'aucun texte particulier n'est venu l'aggraver, il sera donc nécessaire de prouver à sa charge une faute ou tout au moins une négligence.

## II. — JUGES DE PAIX

« Les juges de paix ne sont compétents pour déli-  
« vrer les certificats concernant les titulaires décédés  
« dans leur ressort qu'en l'absence de tout acte trans-  
« latif ou attributif de propriété, et lorsque les droits  
« des nouveaux titulaires résultent uniquement des

« dispositions de la loi, sans être modifiés ou constatés par aucun acte antérieur ou postérieur au décès du titulaire » (Annotation à la suite du décret du 18 septembre 1806).

Ils cessent donc d'être compétents dès qu'il existe soit un acte notarié ayant trait à l'hérédité, soit un jugement ayant prononcé sur la propriété de la rente, ou rendu à l'occasion de la succession du *de cujus*, soit un acte quelconque dressé au greffe d'un tribunal tel qu'acceptation ou répudiation d'une communauté, d'une succession, soit même un acte sous seings privés tel qu'un acte contenant partage ou transfert de droits successifs <sup>(1)</sup>. Nous avons examiné, en traitant de la compétence des notaires, si ceux-ci pouvaient délivrer un certificat de propriété lorsque le seul acte ayant trait à l'hérédité était un acte de notoriété dressé par eux à défaut d'inventaire, et nous avons dit que cette manière de faire, quelquefois très dangereuse, était admise par le Trésor.

Pour délivrer les certificats de propriété, les juges de paix se font attester par deux témoins les droits du nouveau propriétaire. La loi ne dit pas quelles conditions doivent remplir ces témoins ; mais de là nous n'allons pas conclure que le juge de paix pourra délivrer le certificat sur l'attestation de deux individus quelconques. D'abord la loi parle de *témoins*, ce qui

(1) V. de Bray, *op. cit.*, n° 346.

indique que l'attestation de gens sans aveu ne devrait pas être admise ; mais faut-il aller plus loin et exiger que les témoins remplissent les conditions que nous avons déterminées pour les témoins certificateurs des actes notariés, lorsque nous parlions des procurations destinées à effectuer un transfert réel <sup>(1)</sup> ? Cela paraît difficile, le législateur ne s'étant pas expliqué à cet égard. Et cependant il nous semble que la prudence commanderait aux juges de paix d'exiger de leurs témoins les mêmes conditions que celles imposées aux témoins certificateurs des actes notariés. Ce sont en effet les témoins seuls qui, en principe, sont responsables en cas de fausse attestation ; mais s'il était démontré que le juge de paix a commis une faute ou même une imprudence dans le choix des témoins, ce qui, en tous cas, serait une question de fait, il est certain qu'il pourrait être déclaré subsidiairement responsable en cas d'insolvabilité de ces témoins.

La responsabilité des témoins et du juge est assurément celle du droit commun (art. 1382 C. civ.) ; il faudra donc prouver une faute ou une imprudence de leur part. Aussi, dans le cas où le certificat de propriété aurait été délivré à un héritier apparent, les témoins et le juge, à raison de leur bonne foi, seraient-ils à l'abri de tout recours de la part de l'héritier véritable qui se présenterait par la suite.

(1) V. *supra*, p. 60.

### III. — GREFFIERS

Le greffier d'un tribunal ou d'une Cour d'appel est appelé à délivrer un certificat de propriété lorsque le droit du nouveau propriétaire résulte d'un jugement ou arrêt. Cependant, dans certains cas, notamment en cas d'homologation de partage concernant des incapables, la délivrance devra être faite par le notaire dépositaire de l'acte ayant servi de base au jugement ; dans d'autres hypothèses, lorsque la propriété de la rente résultera partiellement d'un acte authentique ayant précédé le jugement, le notaire détenteur de cet acte pourra, aussi bien que le greffier, délivrer le certificat de propriété. Pour acquérir cette compétence, le notaire devra déposer au rang de ses minutes la grosse du jugement ou de l'arrêt, ainsi que les certificats de non-opposition et de non-appel s'il s'agit de décisions susceptibles d'être réformées par ces voies de recours.

Comme on le voit, la compétence des greffiers est fort restreinte, et même, dans les cas de délivrance, leur responsabilité, qui serait celle du droit commun (art. 1382 C. civ.), se trouvera rarement engagée ; pour qu'elle le soit, il faudrait supposer qu'ils ont fait dans le certificat des attributions non conformes à celles du jugement ou de l'arrêt, ou qu'ils ont délivré le certificat alors que la décision judiciaire n'était pas encore passée en force de chose jugée. Ce dernier cas

ne se présentera pour ainsi dire jamais, puisqu'en fait, ainsi que nous l'avons déjà dit, les agents du Trésor examinent au fond les certificats qui leur sont présentés.

#### IV. — MAGISTRATS ÉTRANGERS ET CONSULS

Lorsqu'une succession, dont l'actif comprend des titres de rentes sur l'État français nominatifs, s'ouvre à l'étranger, ce sont les magistrats étrangers, autorisés par les lois de leur pays, et les consuls qui, d'après l'article 6 de la loi du 28 floréal an VII, délivrent le certificat de propriété nécessaire à effectuer la mutation. Distinguons s'il s'agit de la succession d'un Français ou de celle d'un étranger.

*Succession d'un Français.* — Le certificat de propriété peut être délivré, soit par les magistrats étrangers, soit par les consuls, à condition, pour ces derniers, que la succession se soit ouverte dans l'étendue de leur juridiction.

*Succession d'un étranger.* — Les magistrats du pays sont alors seuls compétents, à l'exclusion des consuls. C'est l'opinion du ministre des affaires étrangères, exprimée dans une lettre aux consuls et agents consulaires français du 30 juin 1884, ainsi conçue :

« En ce qui concerne les certificats de propriété et  
« les actes de notoriété prévus par l'article 6 de la loi  
« du 28 floréal an VII, les chanceliers et les autres  
« agents de mon département, pourvus des attributions

« tions notariales, devront continuer à s'abstenir de  
« les délivrer lorsqu'il s'agira d'intérêts étrangers, la  
« liquidation de ces intérêts ne pouvant, en effet, être  
« régulièrement effectuée que par des personnes ayant  
« une connaissance approfondie de la législation du  
« pays des ayants droit ; il convient de laisser aux  
« autorités ou aux notaires de ce pays le soin de pré-  
« parer ces justifications <sup>(1)</sup>. »

L'article 6 de la loi du 28 floréal an VII exige seulement que les certificats délivrés par les magistrats étrangers soient légalisés par les agents de la République française, c'est-à-dire par les agents diplomatiques et le ministre des affaires étrangères. Mais le Trésor exige, en outre, qu'ils soient accompagnés de certificats de coutume délivrés par le président du tribunal ou deux jurisconsultes du pays habité par le signataire du certificat <sup>(2)</sup>. Le plus souvent, en pratique, on dépose le certificat de propriété et le certificat de coutume chez un notaire français, qui délivre un autre certificat dans les formes ordinaires.

Quant à la responsabilité, tant des magistrats et jurisconsultes étrangers que des consuls et notaires français qui concourent à la mutation d'un titre de rente dépendant d'une succession ouverte à l'étranger par les certificats qu'ils délivrent, elle est régie par

(1) Rapportée dans de Bray, *op. cit.*, n° 353.

(2) V. Instruction ministérielle du 1<sup>er</sup> mai 1819, art. 42 et 43, relative aux inscriptions départementales.

les règles du droit commun (art. 1382 C. civ.). Aussi n'insisterons-nous pas davantage.

## **Section II. — Actions et obligations des Sociétés**

Sans grande influence en matière de rentes sur l'État, dont le transfert est réglementé par des lois spéciales, notre théorie sur le fondement de la responsabilité des établissements débiteurs est au contraire le point de départ des solutions que nous allons admettre en cas de transfert ou de conversion des titres nominatifs des Sociétés et Compagnies.

### **§ 1. — Transferts réels**

D'après l'article 36 du Code de commerce : « La propriété des actions peut être établie par une inscription sur les registres de la Société. Dans ce cas, la cession s'opère par une déclaration de transfert inscrite sur les registres et signée de celui qui fait le transport ou d'un fondé de pouvoir. » On admet généralement que cet article est applicable aussi bien aux obligations qu'aux actions. La forme de la déclaration de transfert varie avec chaque Société.

La loi ne requiert plus ici, comme pour les rentes sur l'État, le ministère d'un agent de change. Est-ce à dire que celui-ci n'aura jamais à intervenir dans les transferts des actions et obligations des Sociétés ?

Non : lorsque le titre aura été négocié par lui, ou que, même s'il n'y a pas eu négociation, les statuts de la Société exigeront que la signature du vendeur soit certifiée par lui, son ministère deviendra nécessaire, et son intervention aura pour effet de diminuer, et même souvent de supprimer complètement, la responsabilité de la Société, en engageant la sienne propre. Mais, quel est le caractère, quelle est l'étendue de la responsabilité et de la Société et de l'agent de change?

Il ne peut plus être question ici de responsabilité absolue : il fallait un texte formel comme celui des articles 15 et 16 de l'arrêté de prairial an X pour imposer une telle responsabilité à l'agent de change chargé de certifier le transfert d'une inscription de rente sur l'État. Or, pour les actions et obligations des Sociétés, nous n'en avons aucun, l'article 36 du Code de commerce ne faisant qu'indiquer la manière d'opérer le transfert, et c'est la nature juridique du transfert qui nous a permis de conclure à la responsabilité de l'établissement débiteur. Cette responsabilité sera donc celle du droit commun. Qu'est-ce à dire ? Celui qui attaquera la Société à raison d'un transfert illégitimement opéré devra-t-il, pour réussir, prouver que la Société a commis une faute, ou lui suffira-t-il d'établir le fait du transfert, sauf alors le droit pour la Société de démontrer qu'elle était excusable ? C'est la distinction de la faute délictuelle et de la faute contractuelle, dis-

inction fortement combattue de nos jours <sup>(1)</sup>. Sans examiner son bien ou son mal fondé, il nous semble que le titulaire, ayant prouvé le fait de son inscription sur les registres sociaux, puis celui de sa radiation, n'aura pas à démontrer une faute à la charge de la Société, mais que celle-ci, au contraire, si elle veut être déclarée irresponsable, devra arguer d'une erreur invincible de sa part. En cas de contestation, il appartiendra aux tribunaux de juger si l'erreur était ou non invincible, et nous croyons que leur décision sur ce point échapperait à la censure de la Cour suprême.

Précisons maintenant l'étendue de cette responsabilité. L'établissement débiteur doit tout d'abord vérifier l'identité du propriétaire et la vérité de sa signature. Il est évident que s'il avait opéré un transfert à la légère sur la réquisition d'un *non dominus*, il devrait supporter les conséquences de son imprudence. Mais il arrivera souvent, soit que les statuts de la Société exigent cette garantie, soit que le titre ait été négocié par un agent de change, que celui-ci aura certifié la signature du requérant. Quel sera l'effet de cette certification ? Nous croyons qu'elle déchargera complètement l'établissement débiteur qui a opéré le transfert de bonne foi <sup>(2)</sup>. Celui ci, en effet, nous l'avons dit, peut être déclaré irresponsable s'il prouve qu'il a eu

(1) Planiol, *Traité élémentaire de droit civil*, 4<sup>e</sup> édit., t. II, n° 876.

(2) Paris, 5 déc. 1894, journal *le Droit*, 5 mars 1896; Cass., 18 juillet 1898, S. 99. 1. 73 et S. 02. 1. 491.

de justes raisons de croire que celui qui requérait le transfert était le véritable propriétaire ; or, ne démontre-t-il pas suffisamment qu'il est exempt de faute en établissant que l'identité du propriétaire et la vérité de sa signature lui ont été certifiées par un agent de change, un officier public par conséquent, dont les attestations doivent faire foi *erga omnes*, lorsqu'il est dans l'exercice de ses fonctions.

Certains auteurs <sup>(1)</sup> distinguent cependant suivant que la Société s'est ou non déclarée, dans ses statuts, déchargée par la certification de l'agent de change, et, dans le premier cas, la considèrent comme complètement irresponsable, tandis que dans le second ils ne lui accordent qu'une action récursoire contre l'agent de change. Cette distinction nous paraît inutile ; car, ou bien la Société est de bonne foi et elle peut alors se retrancher complètement derrière la certification de l'agent de change, quand bien même ses statuts ne la déclarent point déchargée par cette certification, ou bien elle est de mauvaise foi, et alors la clause de ses statuts ne saurait la rendre irresponsable.

La mauvaise foi de la Société établie, et elle devrait être prouvée par le propriétaire lésé, car elle ne se présume pas, aurait pour conséquence, non seulement de faire peser sur elle toute la responsabilité du

(1) Cornée, *Du transfert des titres nominatifs*, thèse. V. aussi Note sous Cass., 18 juillet 1898 précité. S. 99. 1. 73.

transfert et de lui interdire tout recours contre l'agent de change, mais encore de permettre à ce dernier, lorsqu'il est de bonne foi, de répéter contre la Société le montant de l'indemnité qu'il aurait pu être obligé de payer au propriétaire dépossédé.

C'est qu'en effet l'agent de change est responsable de la fausse certification qu'il a faite. Mais dans quelle mesure ? Dans les termes du droit commun seulement (art. 1382 C. civ.), c'est-à-dire en cas de faute ou d'imprudence de sa part ; car, ainsi que nous le disions plus haut, les articles 15 et 16 de l'arrêté de prairial an X ne sont pas susceptibles d'interprétation extensive : écrits en vue des rentes sur l'État, ils ne peuvent s'appliquer aux autres valeurs <sup>(1)</sup>, pas même aux actions de la Banque de France <sup>(2)</sup>.

L'agent de change peut aussi être responsable en qualité de négociateur, c'est-à-dire comme mandataire de son client, et mandataire salarié ; mais sa responsabilité, ainsi que nous le disions à propos des rentes sur l'État, n'a rien de spécial pour les titres nominatifs.

On s'est demandé si la certification des signatures

(1) Cass., 40 déc. 1878, S. 79. 4. 396 ; Cass., 4 août 1879, S. 81. 4. 299 ; Wahl, Note sous arrêt Paris, 21 février 1896 précité. S. 98. 2. 289 ; Lyon-Caen et Renault, *Traité de droit commercial*, t. IV, n° 947 ; Crépon, *op. cit.*, nos 234 et 236 ; Buchère, *Traité des opérations de Bourse*, 3<sup>e</sup> édit., nos 887 et suiv.

(2) En ce sens, Crépon et Buchère, *op. et loc. cit.* En sens contraire, Mollot, *Des Bourses de commerce*, n° 374.

émanant d'un notaire ou d'un maire avait la même force probante que celle faite par l'agent de change. M. Bézard-Falgas <sup>(1)</sup>, tout en admettant qu'en pratique les certifications ou légalisations de signatures par les notaires ou les maires ont une certaine valeur, et doivent le plus souvent être acceptées par les Compagnies, prétend qu'en théorie les notaires et les maires n'ont pas qualité pour certifier les signatures données en vue d'opérer des transferts, que, s'ils le font, ce n'est qu'en tant que particuliers, que leur certification ne saurait décharger la Société, et que celle-ci n'a qu'une action en responsabilité contre eux. La théorie de cet auteur est basée principalement sur l'article 76 du décret du 7 octobre 1890, qui confère à l'agent de change le droit, et d'après cet auteur le devoir, de certifier les signatures, mais ne parle nullement des maires ou des notaires.

A notre avis, la question ne doit pas se poser ainsi. Nous avons dit que l'établissement débiteur devait être déclaré irresponsable lorsqu'il pouvait être exempt de toute faute. En se contentant de la certification d'un maire ou d'un notaire, s'est-il entouré de garanties suffisantes ? Toute la question est là. Sans doute, aucun texte de loi n'a conféré aux maires ni aux notaires le pouvoir de certifier des signatures, mais résulte-t-il de là que leur certification n'a aucune valeur ?

(1) Bézard-Falgas, *op. cit.*, n<sup>os</sup> 144 et suiv.

C'est parce qu'ils sont maires, parce qu'ils sont notaires, c'est-à-dire parce que leurs assertions, même en dehors des fonctions qui leur sont conférées par la loi, ont un certain caractère d'authenticité, que les Sociétés acceptent leur certification. Aussi nous semble-t-il que l'établissement débiteur devrait être déclaré irresponsable s'il avait opéré un transfert sur la certification d'un maire ou d'un notaire, en se conformant, toutefois, aux règles suivantes : la certification des maires ne devrait être acceptée qu'autant qu'elle émanerait du maire du domicile du signataire, et que la signature de ce maire serait elle-même légalisée par le préfet ou le sous-préfet ; celle des notaires devrait être admise lorsqu'elle émanerait non seulement d'un notaire du ressort du signataire <sup>(1)</sup>, mais encore d'un notaire qui aurait reçu pour le signataire des actes dont le transfert serait la conséquence, et que la signature du notaire serait elle-même légalisée par le président du tribunal civil ou le juge de paix si le transfert était effectué hors du département, ou de la Cour d'appel où réside le notaire, suivant la classe de ce dernier.

D'ailleurs, la jurisprudence admet que les maires ont qualité pour légaliser les signatures de tous les actes sous seings privés <sup>(2)</sup>. En ce qui concerne les

(1) Nous entendons, par notaires du ressort du signataire, ceux qui ont capacité pour instrumenter au domicile de celui-ci.

(2) Cass. req., 30 janvier 1896, S. 97. 1. 182.

notaires, elle semble reconnaître qu'ils ont le pouvoir de certifier les signatures lorsque les transferts sont la suite d'actes reçus par eux <sup>(1)</sup>. Et certaines Compagnies et Sociétés (notamment la Compagnie de Lyon) se conforment à cette jurisprudence ; mais le plus grand nombre admet la certification du notaire dans tous les cas.

Après avoir vérifié l'identité du signataire, l'établissement débiteur doit s'assurer de la vérité et de la régularité des pièces produites. Nous pouvons distinguer deux catégories de pièces justificatives, les procurations et les autres pièces.

*Procurations.* — Il est rare qu'une procuration soit nécessaire pour effectuer un transfert réel, car la plupart des Sociétés font signer les déclarations de transfert sur des feuilles volantes ; cela peut arriver cependant : citons notamment le cas où le propriétaire ne saurait ou ne pourrait signer ; il devrait alors constituer un mandataire par procuration authentique.

A la différence de ce que nous avons décidé pour l'agent de change relativement aux transferts de rentes sur l'État, l'établissement débiteur n'est tenu de vérifier que la forme extérieure des procurations authentiques ; quant aux procurations sous signatures privées, il doit exiger les mêmes légalisations

(1) Seine, 12 juillet 1898, rapporté dans Bézard-Falgas, *op. cit.*, n° 130.

ou certifications que s'il s'agissait de la déclaration de transfert elle-même <sup>(1)</sup>.

L'agent de change qui certifie un transfert, lui aussi, doit vérifier les procurations fournies dans la mesure où nous venons d'obliger la Société à le faire ; seulement sa vérification n'aura pas pour résultat de dégager la responsabilité de la Société qui n'aura même pas, croyons-nous, de recours contre lui ; tous deux devaient vérifier la procuration et étaient à même de le faire ; ils doivent donc être considérés comme concurremment responsables, avec cette différence qu'il faudra prouver une faute à la charge de l'agent de change, tandis que ce sera à la Société à prouver qu'elle n'en a pas commis ; mais tous deux auront un recours contre l'officier public qui a dressé la procuration, si elle est authentique, ou qui en a légalisé la signature, si elle est sous seing privé.

*Autres pièces.* — Si le titulaire a changé d'état civil, s'il est décédé, le transfert réel ne peut plus désormais s'effectuer qu'en justifiant du changement d'état civil ou des qualités héréditaires. Mais, en pareil cas, ainsi que nous l'avons dit pour les rentes sur l'État, il y a en réalité deux transferts, l'un de forme, l'autre réel, et les pièces produites ne servent à effectuer que le premier. Nous renvoyons donc au paragraphe des transferts de forme l'étude des pièces

(1) V. *supra*, p. 91.

qui doivent être produites, de l'examen que les Sociétés doivent en faire, et de la responsabilité qu'elles encourent. Nous dirons seulement ici qu'en pratique, les Sociétés, et par là elles reconnaissent qu'il y a deux transferts, examinent seules les pièces produites sans le concours de l'agent de change ; celui-ci ne saurait donc être responsable, à raison de la fausseté de ces pièces ; son rôle, d'ailleurs, n'est pas d'intervenir dans les transferts de forme.

Quant à la capacité du titulaire, l'établissement débiteur est également tenu de la vérifier, et il est responsable en cas d'incapacité. S'il en était autrement, l'incapable pourrait être dépouillé sans recours, comme aussi il aurait un moyen facile d'aliéner ses valeurs mobilières sans recourir aux formalités prescrites par la loi. L'incapacité résultant de la minorité et aussi du mariage, depuis la loi du 17 août 1897 (V. art. 76 C. civ.), sera révélée par l'acte de naissance. Quant à celle de l'interdit, du prodigue, du faible d'esprit, elle sera facilement découverte aussi, depuis que la loi du 16 mars 1893 (V. art. 501 C. civ.) a prescrit la mention au greffe du tribunal du lieu de naissance du défendeur, sur un registre spécial dont toute personne peut prendre connaissance, d'un extrait du jugement ou arrêt portant interdiction ou nomination d'un conseil judiciaire. Mais remarquons-le encore ici, la Société échappera à toute responsabilité dès qu'elle prouvera n'avoir commis aucune

faute : si donc l'incapable était parvenu à se faire passer pour capable au moyen de manœuvres frauduleuses que n'aurait pu découvrir l'établissement débiteur, celui-ci devrait être déchargé.

L'agent de change, le maire ou le notaire qui participe à un transfert en certifiant l'identité et la vérité de la signature du titulaire est-il tenu de vérifier la capacité de ce dernier ? En ce qui concerne les agents de change, nous répondrons, pour identité de motifs, comme nous l'avons fait en matière de transferts de rentes sur l'État : nous admettons donc qu'en principe l'agent de change n'est responsable qu'en cas de faute ou d'imprudence de sa part, notamment lorsque l'incapacité est mentionnée sur le titre. Et, en pareil cas, la responsabilité de l'agent de change n'a pas pour effet de diminuer celle de la Société qui, elle aussi, doit vérifier la capacité du signataire : tous deux seront donc concurremment responsables. Il est cependant une hypothèse où l'agent de change doit garantir la capacité du titulaire, c'est lorsque les statuts de la Société le lui imposent <sup>(1)</sup> : celle-ci sera alors déchargée vis-à-vis de l'incapable, à moins qu'elle n'ait commis une faute, cas dans lequel elle pourrait non seulement être attaquée par l'incapable dépossédé, mais encore voir exercer contre elle un recours par l'agent de

(1) V. Thaller, *Traité de droit commercial*, 3<sup>e</sup> édit, n° 603.

change de bonne foi qui aurait été contraint d'indemniser l'incapable.

Le maire, lui non plus, n'a pas à vérifier la capacité du signataire, et, comme l'agent de change, il ne serait responsable qu'en cas de faute ou d'imprudence de sa part.

Au contraire, le notaire est responsable lorsque le titulaire a été frappé d'interdiction ou pourvu d'un conseil judiciaire par jugement ou arrêt d'un tribunal ou d'une Cour de son ressort, car il est tenu d'avoir un tableau de ces incapables, et il commet une faute grave en certifiant purement et simplement la signature de l'un d'eux. En ce qui concerne les autres incapables, il est responsable dans la même mesure que l'agent de change ou le maire.

Le principe de la responsabilité des établissements débiteurs nous conduit à décider qu'ils ont le droit d'examiner les justifications qui leur sont fournies, et de refuser d'opérer le transfert, si elles ne leur paraissent pas suffisantes <sup>(1)</sup>. Mais ils ne doivent prendre ce dernier parti qu'en parfaite connaissance de cause, car un refus injustifié les exposerait, en cas de procès, à une condamnation aux dépens <sup>(2)</sup>.

(1) Paris, 17 mars 1881 précité, *Journal des Sociétés*, 1881, p. 547.

(2) Paris, 4 mars 1875, S. 75. 2. 336; Cass., 31 mai 1881, S. 82. 1. 65.

§ 2. — *Conversions*

Ainsi que nous le disions dans le premier chapitre de cette étude, les transferts réels sont devenus rares depuis que le décret du 7 octobre 1890 a obligé les agents de change à ne se livrer que des valeurs au porteur toutes les fois que cela est possible et, par suite, à convertir au porteur les valeurs nominatives qu'ils sont chargés de négocier ; par contre, les conversions au porteur sont devenues d'un usage très fréquent ; elles ne sont cependant possibles que si les statuts de la Société les autorisent, et lorsqu'il s'agit d'actions, si elles sont entièrement libérées (loi du 24 juillet 1867, art. 3, modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1893, art. 2).

La conversion a lieu sur la demande faite par le titulaire ; « le certificat nominatif est annulé, l'inscription détruite, et ceux des titres au porteur déposés  
« dans les caisses de la Société, et portant les numéros  
« mentionnés sur le certificat, sont remis à celui qui a  
« converti <sup>(1)</sup> ». La plupart des Sociétés, en effet, dans un but de commodité, n'anéantissent pas les titres au porteur qu'elles sont chargées de convertir au nominatif, mais les conservent dans leurs caisses pour les restituer le jour où la reconversion leur est demandée.

Lorsque la conversion est possible, de quelles personnes engage-t-elle la responsabilité ? En matière de

(1) Minard, *op. cit.*, n° 267.

rentes sur l'État, nous avons vu que les conversions du nominatif au porteur étaient de véritables transferts réels, obéissaient aux mêmes règles, et par suite engendraient les mêmes responsabilités. En est-il de même pour les actions et obligations des sociétés? La seule raison qui nous permette d'en douter, c'est que nous n'avons pas de texte formel qui le décide; mais cette raison n'est pas suffisante, car ainsi que nous allons le voir, les conséquences de la conversion ressemblent trop à celles du transfert réel, pour que nous ne puissions pas admettre que ces deux opérations sur les titres nominatifs font naître les mêmes responsabilités. Sans doute la conversion n'est pas une aliénation au sens juridique du mot, et lorsqu'elle est demandée par un propriétaire capable, « elle ne « lui fait rien perdre, ne modifie en rien la force et la « valeur du titre et la consistance du patrimoine <sup>(1)</sup> ». Mais l'hypothèse d'une conversion comme d'un transfert réel opéré sur la demande d'un propriétaire capable nous intéresse peu, car la question de responsabilité ne se pose que si la conversion a été faite à la réquisition d'un incapable ou d'un *non dominus*.

La conversion d'un titre nominatif appartenant à un incapable n'est pas, à proprement parler, une aliénation; mais elle la prépare, la facilite, et très souvent n'en est que le préliminaire. En effet, l'incapable en

(1) Minard, *op. cit.*, n° 271.

possession de titres au porteur non seulement court le risque de la perte ou du vol, mais il peut les aliéner sans difficulté et en dissiper le prix. Il n'a alors un recours contre l'acheteur que si celui-ci est de mauvaise foi et n'est pas insolvable. La conversion au porteur est donc un acheminement vers l'aliénation, et doit être considérée comme aussi dangereuse pour l'incapable que le transfert réel. Il est vrai que la jurisprudence a presque toujours considéré la conversion au porteur comme un simple acte d'administration en ce qui concerne les tuteurs (bien entendu avant la loi du 27 février 1880) et les femmes mariées séparées de biens, et par suite semble admettre qu'on ne doit pas assimiler la conversion au porteur au transfert réel <sup>(1)</sup>. Mais cette jurisprudence, très critiquée par M. Lyon-Caen <sup>(2)</sup>, méconnaît complètement, à notre avis, le rôle de la conversion tel que nous l'avons indiqué ; nous pouvons d'ailleurs citer quelques décisions en sens contraire <sup>(3)</sup>.

Les effets de la conversion opérée au profit d'un

(1) Paris, 12 juillet 1869, S. 69. 2. 321 ; Cass., 8 février 1870, S. 70. 1. 189 ; Cass., 4 août 1873, S. 73. 1. 441 ; 15 juin 1876, S. 76. 1. 344 ; Seine, 19 janvier 1900, journal *le Droit* des 28 et 29 mai 1900 ; V. Bézard-Falgas, *op. cit.*, n<sup>os</sup> 96 et suiv.

(2) Lyon-Caen, Note sous arrêt, Paris, 12 juillet 1869 précité.

(3) Tribunal de Lyon, 29 janvier 1881, confirmé par arrêt de la Cour de cette ville du 20 janvier 1882, rapporté dans Bézard-Falgas, *op. cit.*, n<sup>o</sup> 98 ; Seine, 15 juin 1893, le *Droit* du 7 sept. 1893 ; Paris, 2 mars 1897, rapporté dans Bézard-Falgas, *op. et loc. cit.*

*non dominus* sont encore plus graves; il n'y a plus alors, comme pour l'incapable, aliénation simplement possible, plus ou moins probable, mais aliénation certaine. Le porteur sera désormais considéré comme le véritable propriétaire des titres, et il ne saurait être inquiété par le propriétaire dépossédé que s'il était de mauvaise foi.

La conversion des titres nominatifs en titres au porteur n'est donc, comme on l'a dit, « qu'un transfert au profit d'une personne non dénommée <sup>(1)</sup> », et la responsabilité de la Société est la même en cas de conversion et en cas de transfert réel irréguliers. D'ailleurs, si l'on refuse de considérer la conversion comme un transfert réel, la responsabilité des établissements débiteurs qui admettent la forme au porteur ne sera presque jamais engagée, puisque leurs titres doivent être convertis avant d'être négociés (décret du 7 octobre 1890). C'est supprimer en partie les avantages des titres nominatifs.

### § 3. — *Transferts de forme*

Les transferts de forme, ainsi que cela résulte de la définition que nous en avons donnée, sont de deux sortes.

Les uns ne font que constater un simple changement de qualité (mineur devenu majeur, mineur chan-

(1) Paris, 40 août 1874, D. 78. 2. 40.

geant de tuteur, fille devenue femme mariée, etc.); ils nécessitent la production des actes de l'état civil, délibérations du conseil de famille, etc., concernant les titulaires, et sont effectués par les soins de l'établissement débiteur. Au point de vue qui nous intéresse, ils engagent la responsabilité de la Société, de la même manière que les mutations de ce genre engagent celle du Trésor lorsqu'il s'agit de rentes sur l'État; nous renvoyons donc à ce que nous avons dit dans la section précédente.

Les autres, qui sont des transferts de forme proprement dits, constatent une réelle transmission de propriété; ils ont lieu à la suite d'un décès, d'un partage, d'une donation, d'une constitution de dot, d'une vente, etc., en un mot toutes les fois qu'il y a transmission de propriété, sans déclaration de transfert; ils sont effectués par les Sociétés au vu de pièces justificatives dont la nature et le nombre varient suivant les cas. Nous ne passerons pas ici en revue toutes les hypothèses qui peuvent se produire, nous dirons seulement que les Sociétés exigent qu'il leur soit fourni des actes, extraits ou expéditions d'actes établissant d'une manière indubitable le droit de propriété de ceux qui réclament le transfert à leur nom; ainsi, en cas de succession *ab intestat*, elles demandent un extrait de l'intitulé d'inventaire, ou, à défaut, un acte de notoriété établissant les qualités héréditaires; en cas de succession testamentaire, l'expédition du testa-

ment, le consentement à exécution du testament ou la délivrance de legs s'il y a des héritiers réservataires, l'expédition de l'envoi en possession si le testament est olographe ou mystique et que le legs soit universel, la délivrance de legs, si les legs sont à titre universel ou particuliers; en cas de vente, l'acte ou une expédition de l'acte de vente, etc., etc.

Nous avons vu, en matière de rentes sur l'État, que la mutation proprement dite était effectuée au vu d'un certificat de propriété. Ce procédé pourrait-il être admis pour les actions ou obligations des Sociétés? Nous ne le pensons pas; la loi du 28 floréal an VII, qui a déterminé la manière d'opérer les mutations des rentes sur l'État, doit être interprétée restrictivement, et, par suite, ne saurait s'appliquer aux autres valeurs. Cette opinion est formulée dans une circulaire de la chambre des notaires de Paris, du 28 janvier 1836, ainsi conçue : « La loi du 28 floréal  
« an VII a conféré une nouvelle attribution aux no-  
« taires, et les attributions sont nécessairement bor-  
« nées aux cas pour lesquels elles sont créées. Celle-  
« ci, d'ailleurs, n'est pas sans danger, puisqu'elle  
« fait peser sur le notaire une responsabilité que doit  
« subir, dans toute autre circonstance, la personne  
« qui fait un paiement. Le fisc a en outre intérêt à ce  
« que l'application de cette loi ne soit pas étendue;  
« car, en substituant un simple certificat à des expé-  
« ditions et extraits, quelquefois nombreux et volumi-

« neux, que les parties étaient obligées de fournir  
« pour justifier leurs droits, elle a porté préjudice à  
« l'impôt du timbre ; les notaires ne peuvent augmen-  
« ter ce préjudice en appliquant la loi à des cas pour  
« lesquels elle n'a pas été faite. »

D'ailleurs, en admettant qu'un notaire ou tout autre officier public délivre un certificat de propriété, il est peu probable que ce mode de justification soit admis par la Société, car celle-ci, ainsi que nous allons le voir, doit vérifier le droit du requérant, faute de quoi elle est déclarée responsable. Or, le certificat de propriété ne lui permettrait pas de faire cette vérification, puisqu'il ne donne qu'une analyse sommaire des actes visés. Elle pourrait, il est vrai, prétendre qu'en opérant le transfert au vu d'un certificat délivré par un officier public aux attestations duquel foi est due, elle s'est entourée de précautions suffisantes et a commis une erreur invincible. Cette objection n'est pas sans valeur, et nous nous demanderons plus tard si, en législation, il ne serait pas bon d'autoriser la délivrance du certificat de propriété aussi bien pour les titres des Sociétés que pour les rentes sur l'État. Mais actuellement, il est à croire que les établissements débiteurs sérieux ne se contenteraient pas de cette justification, de peur d'engager leur responsabilité, et de courir le risque d'un procès.

La Société qui a opéré un transfert de forme est responsable de sa validité. En effet, dans notre théorie

sur le fondement de la responsabilité des établissements débiteurs, nous avons considéré le transfert comme un engagement personnel, et nous n'avons pas distingué s'il s'agissait d'un transfert réel ou d'un transfert de forme ; dans l'un comme dans l'autre cas, la Société substitue sur ses registres le nom du nouveau titulaire à celui de l'ancien, sans mentionner la cause de cette substitution. Sans doute, tant que le titre est au nom de celui qui a acquis d'un *non dominus*, d'un incapable, de celui qui n'est pas héritier, donataire, légataire, l'établissement débiteur pourrait obliger ce nouveau titulaire à le retransférer au nom du propriétaire dépossédé, et se décharger ainsi de toute responsabilité ; mais il n'en est pas moins vrai que le transfert de forme constitue un engagement de la part de la Société ; et puis, dès que le nouveau titulaire aura lui-même aliéné le titre au profit d'un tiers, celui-ci, s'il est de bonne foi, ne saurait être inquiété ; l'établissement débiteur devra alors indemniser le propriétaire lésé, sauf bien entendu son recours contre l'aliénateur. D'ailleurs, les Sociétés reconnaissent elles-mêmes cette responsabilité en faisant un examen minutieux des pièces produites, et en refusant d'opérer le transfert si elles ne leur paraissent pas régulières, ou si elles n'établissent pas suffisamment le droit de propriété du requérant.

On a contesté ce droit de vérification aux établisse-

ments débiteurs <sup>(1)</sup>, et on a soutenu qu'ils devraient se contenter de mentionner sur l'inscription le changement résultant du fait qui leur est signalé, sans se rendre juges de la validité du transfert, en agissant de la sorte, ils seraient à l'abri de toute responsabilité jusqu'à l'époque du remboursement, de la conversion au porteur ou d'un transfert réel.

Cette manière de voir, qui peut se justifier en théorie, ne nous paraît guère admissible en pratique. D'abord, ainsi que le remarque fort bien M. Bézard-Falgas <sup>(2)</sup>, « la responsabilité qu'assument les établissements débiteurs en cas de transfert de forme est tout à fait à l'avantage des titulaires ou porteurs de titres; elle leur évite le souci et la nécessité de vérifier les origines de leur propriété. Le plus souvent ils auraient été, faute de connaissances juridiques suffisantes, dans l'impossibilité de faire cette vérification. » Et puis, le jour où la Société effectuera le remboursement, la conversion au porteur ou un transfert réel, elle engagera sa responsabilité, si on prouve une faute de sa part, d'après M. Julliot, à moins qu'elle ne prouve être exempte de faute selon nous <sup>(3)</sup>; n'est-il donc pas plus simple qu'à chaque transfert de forme, elle s'assure du droit du nouveau titulaire; elle évite ainsi d'être obligée tôt ou tard de remonter

(1) Julliot, *Essai d'une théorie nouvelle....*, n° 148.

(2) Bézard-Falgas, *op. cit.*, n° 44.

(3) V. *supra*, ce que nous avons dit au sujet des transferts réels.

bien loin peut-être pour établir le droit du titulaire actuel.

La Société, étant responsable des transferts de forme qu'elle opère, doit s'assurer que le nouveau titulaire est bien réellement et légitimement propriétaire; pour cela elle doit vérifier les pièces justificatives qui lui sont produites; ces pièces seront tantôt des actes, extraits ou expéditions d'actes authentiques, tantôt des actes sous seings privés.

Si les pièces produites sont authentiques, la Société doit s'assurer qu'elles sont régulières en la forme, et que de leur contenu il résulte bien que le nouveau titulaire à inscrire est propriétaire du titre; elle n'a pas à s'inquiéter de l'identité ni même de la capacité des signataires des actes, l'officier public a dû s'en assurer, et c'est lui qui serait seul responsable en cas d'erreur.

Lorsque les pièces produites sont des actes sous seings privés, la Société doit non seulement examiner s'ils établissent bien au fond le droit du titulaire à inscrire, mais encore s'assurer de l'identité et de la capacité des signataires de ces actes; pour cela, elle emploiera les moyens que nous avons indiqués en cas de transferts réels, notamment exigera la légalisation des signatures et la production d'actes de l'état civil. Et puis, comme les actes sous seings privés n'offrent aucune garantie au point de vue de leur conservation, que, d'autre part, des intéressés de

mauvaise foi pourraient déclarer qu'ils sont adirés, la prudence commanderait que l'établissement débiteur exigeât que le dépôt en fût fait en l'étude d'un notaire, avec, au besoin, reconnaissance de signatures.

#### § 4. — *Transferts de garantie*

Les transferts de garantie sont ceux qui ont pour but de mentionner un nantissement sur un titre nominatif.

Le nantissement ou gage peut être civil ou commercial.

Il est commercial quand il est consenti soit par un commerçant, soit par un non-commerçant pour un acte de commerce ; il est civil dans les autres cas.

Le gage civil, à l'égard des actions et obligations nominatives, se constitue d'après les modes prescrits par les articles 2075 et suivants du Code civil.

Quant au gage commercial, l'article 91 du Code de commerce dit qu'il « peut également être établi par un « transfert à titre de garantie sur les registres de la Société. » On admet généralement <sup>(1)</sup> que ce texte n'est pas limitatif ; mais on n'est pas d'accord sur le point de savoir quels sont les autres moyens de constituer le gage commercial ; les uns, avec M. Lyon-Caen <sup>(2)</sup>,

(1) En sens contraire, tribunal de Joigny, 24 octobre 1876, infirmé par arrêt de la Cour de Paris du 28 novembre 1878, S. 79. 2. 129.

(2) Lyon-Caen, Note sous arrêt de Paris, 28 nov. 1878 précité ; V. aussi Lyon-Caen et Renault, *Précis de droit commercial*, n° 395.

considérant qu'en dehors du transfert de garantie, on ne peut recourir qu'aux formalités des articles 2075 et suivants du Code civil, les autres, avec M. Boistel <sup>(1)</sup>, prétendant que tous les modes de preuve indiqués par l'article 109 du Code de commerce sont possibles. D'autres vont plus loin encore, et soutiennent que le transfert est possible, même lorsqu'il s'agit d'un gage civil <sup>(2)</sup>.

Nous n'avons pas à entrer dans ces controverses, mais seulement à préciser la responsabilité de la Société dont les actions ou obligations ont été données en gage, en distinguant s'il y a eu ou non transfert de garantie. Dans le premier cas, le transfert de garantie est effectué à la suite d'une déclaration de transfert émanant du titulaire, et nous considérons qu'il y a engagement personnel de la part de la Société de reconnaître comme créancier gagiste celui au profit de qui le transfert est demandé, c'est-à-dire qu'il y a un véritable transfert réel : les règles concernant la responsabilité des établissements débiteurs sont donc les mêmes qu'en matière de transfert réel. Que si le gage a été constitué sans transfert, la Société, avertie du nantissement soit par la signification qui lui en est faite, soit de toute autre manière d'après la théorie de M. Boistel, ne pourra, sans engager sa responsabilité,

(1) Boistel, *Cours de droit commercial*, n° 492.

(2) En ce sens, Note de M. Wahl sous Paris, 11 juillet 1900. S. 03. 2. 153.

opérer le remboursement, la conversion ou un transfert du titre donné en nantissement, qu'avec le consentement du créancier gagiste : sa responsabilité sera d'ailleurs régie d'après les règles du droit commun.

---



## APPENDICE I

---

Si nous n'avons rien dit encore des transferts d'ordre ni des remboursements, c'est que ces opérations engendrent les mêmes responsabilités, qu'il s'agisse de rentes sur l'État ou d'autres titres nominatifs ; l'étude de ces responsabilités nous retiendra d'ailleurs fort peu longtemps.

### § 1. -- *Transferts d'ordre*

Les agents de change, ainsi que nous l'avons dit dans le chapitre premier de cette étude, ont recours au transfert d'ordre lorsqu'ils ont à négocier des titres nominatifs qui ne peuvent être convertis au porteur, de manière à conserver le secret des opérations de Bourse. Ce transfert a un caractère purement provisoire lorsqu'il est suivi, dans les dix jours, d'un nouveau transfert au profit de l'acheteur ; il n'engendre alors par lui-même aucune responsabilité, puisqu'il doit être remplacé par un transfert définitif, qui seul produit effet ; il n'aurait notamment pas pour conséquence de permettre de réclamer plus tard à l'agent

de change le complément des versements sur les titres non libérés, qui ont été un instant inscrits à son nom, car la propriété n'a pas « à un seul moment fait impression sur sa tête <sup>(1)</sup>. » Mais si, à l'expiration du délai de dix jours, l'agent de change n'a pas fait connaître le nom de son client acheteur, il est considéré comme ayant agi pour son propre compte (décret du 7 octobre 1890, art. 49) ; le transfert d'ordre acquiert alors la même valeur qu'un transfert réel ; il engendre donc les mêmes responsabilités.

### § 2. — *Remboursements*

Les remboursements des titres nominatifs sont soumis aux règles du droit commun pour les paiements, c'est-à-dire qu'ils doivent être effectués entre les mains des créanciers capables de les recevoir (art. 1239 et 1 C. civ.).

(1) Paris, 6 juillet 1870, D. 71. 2. 182 ; S. 70. 2. 234.

---

## APPENDICE II

### PRESCRIPTION

---

Celui qui a été déclaré responsable, à raison d'un transfert qu'il a opéré ou auquel il a participé, peut être poursuivi sur tous ses biens (art. 2093 C. civ.) ; en outre, s'il est officier public et qu'il ait agi dans l'exercice de ses fonctions, la partie lésée a privilège sur son cautionnement. Il est à peine utile de dire qu'il a un recours contre le *non dominus* qui aurait requis le transfert, et qu'il n'est tenu d'indemniser l'incapable que déduction faite du produit que celui-ci a retiré de l'opération.

Mais l'action en responsabilité, comme toutes les autres, est susceptible de s'éteindre par le temps : la prescription applicable en principe est celle du droit commun, la prescription trentenaire, telle qu'elle est établie par le Code civil (art. 2262 et suiv.).

Il est cependant un cas où cette prescription est soumise à des règles différentes ; c'est le cas prévu par l'article 16 *in fine* de l'arrêté du 27 prairial an X ainsi conçu : « Cette garantie (celle résultant de la

certification par l'agent de change de l'identité du propriétaire, de la vérité de sa signature et des pièces produites pour les transferts de rentes sur l'État) ne pourra avoir lieu que pendant cinq années à partir de la déclaration du transfert. »

M. Crépon <sup>(1)</sup> commente ainsi cet article :

« Cela signifie-t-il que l'agent de change ne puisse  
« jamais être recherché pour la validité du transfert  
« après cinq années écoulées depuis la déclaration  
« qui en a été faite ? Nullement.

« Cela veut dire seulement que la responsabilité  
« spéciale de l'arrêté de prairial ne pourra être in-  
« voquée après cinq années, et qu'on devra être  
« débouté après ce délai, si on se fonde uniquement  
« sur l'article 16 pour actionner l'agent de change.

« Mais une fausse certification, outre qu'elle cons-  
« titue certainement un manquement aux prescrip-  
« tions de l'arrêté par cela seul qu'elle est fausse,  
« peut constituer une faute d'après le droit commun,  
« si elle s'est produite dans des conditions qui pré-  
« sentent les éléments suffisants de la faute profes-  
« sionnelle ; si donc, négligeant l'arrêté de prairial  
« et la responsabilité qu'il édicte, on se place sur le  
« terrain du droit commun, si on articule et si on  
« offre de prouver la faute, par cela même qu'on  
« est rentré dans le droit commun, on ne peut plus

(1) Crépon, *op. cit.*, p. 246.

« être écarté par l'exception de prescription écrite  
« dans le droit spécial : il ne se pourrait faire que les  
« dispositions de ce droit spécial, qui ont eu pour  
« but d'augmenter les garanties que l'intervention  
« de l'agent de change devait offrir aux proprié-  
« taires de rentes, aboutissent à ce résultat, en leur  
« enlevant les garanties de la loi commune, de di-  
« minuer en définitive leurs sûretés dans de très  
« préjudiciables proportions, puisque le temps du  
« recours descendrait de trente à cinq années. Dès  
« lors qu'il se place sur le terrain du droit commun,  
« le demandeur prend à sa charge le fardeau de la  
« preuve ; il est dans l'obligation de démontrer la  
« faute, mais voilà tout ; quant au droit de faire cette  
« démonstration, il subsiste pendant trente ans. »

La distinction de la prescription de l'article 16 de l'arrêté de prairial an X et de celle du droit commun a son importance à d'autres points de vue que celui de la durée : la première court contre les mineurs et les interdits en vertu de l'article 2278 du Code civil ; la seconde est suspendue au profit de ces incapables (art. 2252 du même Code) ; le point de l'une est le jour de la déclaration du transfert <sup>(1)</sup>, celui de l'autre est réglé par l'article 2257 du Code civil. Mais toutes deux sont interrompues de la même manière.

(1) En ce sens, Paris, 25 janvier 1833, Dalloz, *Répertoire général*, v<sup>o</sup> Bourse de commerce, n<sup>o</sup> 377 ; Seine, 7 décembre 1904, Defrénois, *Répertoire général du notariat*, 1905, n<sup>o</sup> 14298.



## CONCLUSION

---

Le propriétaire d'un titre nominatif qui en est dépouillé illégitimement ne peut pas exercer d'action en nullité ou en revendication contre le titulaire actuel de bonne foi ; il a seulement une action en responsabilité contre ceux qui ont opéré le transfert ou qui y ont participé, suivant les cas ; telle est la théorie que nous avons développée au cours de cette étude, en recherchant principalement quelle était la nature et le caractère de cette responsabilité, et quelles personnes elle atteignait.

Pour terminer, nous voudrions nous demander si les solutions que nous avons admises donnent en pratique de bons résultats sans blesser l'équité. Parmi ces solutions, les unes nous étaient dictées par les rares textes qui existent sur la matière, les autres, nous les avons fait découler de notre théorie sur le fondement de la responsabilité des établissements débiteurs. De ces dernières nous ne dirons rien, car

si elles nous étaient apparues comme peu pratiques ou comme contraires à l'équité, la théorie qui en aurait été la base n'eût pas été la nôtre. Quant aux autres, nous ne les avons admises que parce qu'elles nous étaient imposées par un texte, et qu'il n'appartient pas à l'interprète de corriger la loi; mais alors, qu'il nous soit permis d'en envisager les inconvénients et d'en blâmer les résultats, dans le but de les voir un jour modifiées; deux d'entre elles, tout au moins, nous paraissent peu satisfaisantes.

Nous avons vu que l'agent de change chargé de faire effectuer le transfert réel d'une inscription de rente sur l'État est responsable de l'identité du propriétaire, de la vérité de sa signature et des pièces produites, que cette responsabilité est absolue, qu'elle existe donc en ce qui concerne les pièces produites, même lorsqu'il s'agit d'actes ou d'expéditions d'actes authentiques, et que la jurisprudence, partant de ce principe et s'appuyant sur l'article 16 de l'arrêté de prairial an X, a déclaré un agent de change responsable d'un transfert effectué au vu d'une procuration notariée donnée par un faussaire. Cette responsabilité, il faut bien le reconnaître, est exorbitante, et il est douteux que le législateur de l'an X ait prévu et voulu toutes les conséquences du principe qu'il érigeait : que l'agent de change soit en principe responsable des transferts dans lesquels il intervient, nous l'admettons volontiers, car il touche un salaire pour en

garantir la validité, mais que tout au moins il lui soit permis de prouver qu'il est exempt de faute; et puis, si l'irrégularité du transfert vient de ce qu'il a ajouté foi à des pièces authentiques, il nous semble qu'alors la loi devrait être moins rigoureuse et ne le déclarer responsable que si l'on démontrait une faute de sa part.

La seconde solution, contre laquelle nous nous élevons, est celle que nous avons donnée relativement aux pièces justificatives dont la production est nécessitée par les transferts de forme proprement dits des actions et obligations des Sociétés; nous avons dit qu'au Trésor il suffisait de produire avec le titre un certificat de propriété délivré par un notaire ou un autre officier public compétent, tandis qu'aux Sociétés il fallait fournir tous les actes ou expéditions d'actes établissant d'une manière indubitable le droit de celui au profit de qui le transfert était demandé. Et ces pièces justificatives, les établissements débiteurs ont le droit de les conserver pour mettre à couvert leur responsabilité, de sorte que les transferts de forme, dans certains cas, sont très onéreux, et il arrivera même parfois que les frais qu'ils nécessiteront dépasseront la valeur du titre à transférer; le propriétaire alors renoncera à faire opérer le transfert et préférera perdre les avantages que lui donnait son titre d'actionnaire ou d'obligataire.

Pourquoi donc le législateur n'autoriserait-il pas

les officiers publics à délivrer des certificats de propriété pour les actions et obligations des Sociétés comme pour les titres de rentes sur l'État, et ne contraindrait-il pas les Sociétés à se contenter de cette pièce, bien entendu en les déclarant déchargées lorsqu'elles auraient opéré un transfert de forme au vu d'un certificat de propriété régulier. Ce système aurait pour résultat, notamment en cas de succession comprenant de nombreuses valeurs nominatives de diverses Sociétés, de diminuer considérablement les frais des transferts nécessités par le décès.

On dira peut-être que l'application de notre théorie va porter un grave préjudice au Trésor, en supprimant en partie les droits de timbre occasionnés par la production des pièces, augmenter d'une manière trop considérable la responsabilité des officiers publics et priver les propriétaires de titres nominatifs de leur recours contre la Société. Notre réponse est facile ; en ce qui concerne la responsabilité des officiers publics, nous ne croyons pas que le danger soit bien grand de l'étendre aux transferts de forme des actions et obligations des Sociétés ; les cas de délivrance de faux certificats sont excessivement rares, et il n'est pas à notre connaissance que les tribunaux aient eu à en constater. Quant aux droits de timbre ainsi supprimés, rien n'empêcherait de les remplacer par un droit proportionnel qui serait perçu sur les certificats de propriété ; la base de l'impôt serait même

plus équitable : ce mode de perception rentrerait, du reste, dans la tendance de la législation actuelle, qui, en matière fiscale, a établi récemment la proportionnalité de l'impôt en matière de formalités hypothécaires et de ventes d'immeubles.

Vu :

*Le Président de la thèse,*  
R. PIÉDELIÈVRE.

Vu :

*Le Doyen,*  
CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

*Le vice recteur de l'Académie de Paris,*  
L. LIARD.

---



## TABLE DES MATIÈRES

---

|                         |   |
|-------------------------|---|
| BIBLIOGRAPHIE . . . . . | v |
| INTRODUCTION . . . . .  | 4 |

### CHAPITRE PREMIER

#### Généralités sur les transferts. — Définitions

|                                                                                                 |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Valeurs mobilières . . . . .                                                                    | 3  |
| Titres nominatifs, au porteur, mixtes, à ordre, récépissés<br>ou certificats de dépôt . . . . . | 4  |
| Transfert . . . . .                                                                             | 8  |
| Transfert réel . . . . .                                                                        | 8  |
| Transfert de forme, d'ordre . . . . .                                                           | 10 |
| Transfert de garantie . . . . .                                                                 | 12 |
| Conversion . . . . .                                                                            | 13 |

### CHAPITRE II

#### Fondement de la responsabilité de l'établissement débiteur

|                                                                                                                                                         |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Théorie classique. . . . .                                                                                                                              | 15 |
| Jurisprudence. . . . .                                                                                                                                  | 16 |
| Théorie de l'incorporation du droit dans le titre : système<br>de l'engagement unilatéral, théorie de l'acte abstrait,<br>théorie de M. Minard. . . . . | 20 |
| Théorie de la novation . . . . .                                                                                                                        | 27 |
| Théorie de la délégation . . . . .                                                                                                                      | 28 |
| Théorie du dépôt. . . . .                                                                                                                               | 29 |
| Théorie de la stipulation pour autrui . . . . .                                                                                                         | 31 |
| Théorie de M. Wahl, théorie proposée. . . . .                                                                                                           | 32 |

CHAPITRE III

**Application du principe**

SECTION I. — *Rentes sur l'Etat*

|                                                                                                                                                                               |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| I. Transferts réels : Responsabilité de l'agent de change.                                                                                                                    | 44 |
| Responsabilité du Trésor . . . . .                                                                                                                                            | 67 |
| II. Conversions : Même responsabilité qu'en cas de transferts réels . . . . .                                                                                                 | 69 |
| III. Transferts de forme ou mutations : Certificats de propriété, compétence des notaires, juges de paix, greffiers, consuls et magistrats étrangers. Leur responsabilité . . | 70 |

SECTION II. — *Actions et obligations des Sociétés*

|                                                                                                                   |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| I. Transferts réels : Responsabilité de la Société et de l'agent de change . . . . .                              | 85  |
| II. Conversions : Même responsabilité qu'en cas de transferts réels . . . . .                                     | 97  |
| III. Transferts de forme : Responsabilité de la Société, les certificats de propriété ne sont pas admis . . . . . | 100 |
| IV. Transferts de garantie : Responsabilité de la Société .                                                       | 107 |

APPENDICE I

|                                |     |
|--------------------------------|-----|
| I. Transferts d'ordre. . . . . | 111 |
| II. Remboursements. . . . .    | 112 |

APPENDICE II

|                        |     |
|------------------------|-----|
| Prescription . . . . . | 113 |
| CONCLUSION . . . . .   | 117 |







